

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014

ERRATUM

Introduction

Les tableaux « Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles », « Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses » et « Budget des dépenses par organisations »

Les montants législatifs liés aux périodes d'octroi de crédits antérieures ont été corrigés.



Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2014

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada,
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2014

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.
Ce document est disponible sur le site Web du Conseil du Trésor à l'adresse suivante : <http://www.tbs-sct.gc.ca>.

Internet : <http://publications.gc.ca>

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé pour désigner tant les hommes que les femmes.

Catalogue : BT31-2/3-2014F-PDF

ISSN : 2292-5066

(Numéro international normalisé des publications en série)

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

BUDGET DES DÉPENSES 2013-2014

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014

Introduction

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de quatre sections distinctes :

1. Introduction au budget supplémentaire des dépenses;
2. Tableaux sommaires;
3. Détails par ministère, organisme et société d'État;
4. Annexe.

Objectif et renseignements généraux

Chaque année, le gouvernement prépare un budget des dépenses pour demander au Parlement l'autorisation de dépenser des fonds publics. Cette demande d'autorisation de dépenser est présentée officiellement au moyen d'un projet de loi de crédits déposé au Parlement. Le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses sont déposés à la Chambre des communes par le président du Conseil du Trésor, et ils appuient l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires du gouvernement du Canada qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il présente également de l'information à l'intention du Parlement sur les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits qui seront ultérieurement approuvés au moyen d'un projet de loi de crédits.

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement avant le projet de loi de crédits connexe qui, une fois approuvé, accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor en vue de l'exécution de ses programmes et de la prestation de ses services. Ainsi, les divers comités permanents du Parlement ont le temps d'examiner les dépenses proposées avant la présentation du projet de loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses fournit aussi des renseignements à jour, à titre indicatif seulement, sur les modifications aux coûts prévus des principaux postes législatifs. Ces dépenses étant déjà autorisées par une loi, elles ne figureront pas dans le projet de loi de crédits relatif au présent budget supplémentaire des dépenses, mais il est possible de les obtenir en ligne.

La pratique consiste à déposer un budget supplémentaire des dépenses pour chacune des trois périodes parlementaires d'octroi des crédits, lesquelles se terminent le 23 juin, le 10 décembre et le 26 mars, respectivement. Le présent budget supplémentaire des dépenses (C) est le troisième et dernier budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice en cours.

Sommaire du budget des dépenses

Budgets des dépenses à ce jour pour 2013-2014

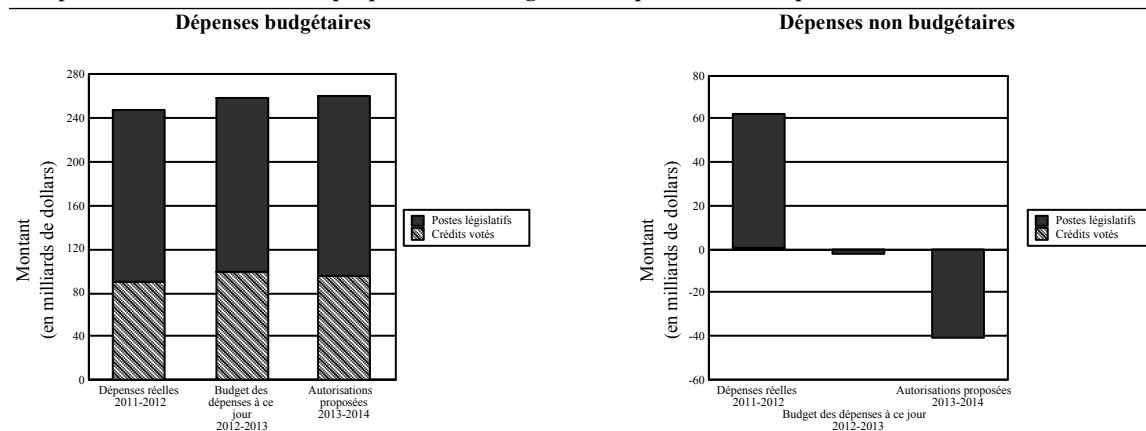
Le Budget principal des dépenses 2013-2014, déposé le 25 février 2013, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 87,1 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 71,1 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Il présentait également des renseignements relatifs aux montants alloués aux postes législatifs de 165,5 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 41,0 milliards de dollars en recouvrements nets non budgétaires. La *Loi sur le crédit n° 1 pour 2013-2014* a reçu la sanction royale le 27 mars 2013 et a permis de fournir des crédits provisoires aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État tributaires de crédits jusqu'à la fin juin 2013. La *Loi sur le crédit n° 2 pour 2013-2014*, quant à elle, a reçu la sanction royale le 19 juin 2013 et a permis de fournir des crédits pour le reste des montants présentés dans le budget principal des dépenses.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014, déposé le 10 mai 2013, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 1,1 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 1,3 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. La *Loi sur le crédit n° 3 pour 2013-2014* a reçu la sanction royale le 19 juin 2013.

Le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014, déposé le 7 novembre 2013, a fourni des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 5,4 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,2 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. La *Loi sur le crédit n° 4 pour 2013-2014* a reçu la sanction royale le 12 décembre 2013.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014, fournit des renseignements en vue d'obtenir l'autorisation du Parlement pour engager des crédits votés de 0,4 milliard de dollars, ce qui représente une augmentation de 0,4 p. 100 par rapport au budget principal des dépenses. Comme ce fut le cas dans les budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B), les mesures annoncées dans le budget fédéral de 2013 sont clairement indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles



| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | |
|---|----------------------------|---|-------------------------------|--|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses |
| | | | Autorisations proposées | |
| <i>(dollars)</i> | | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits votés | 89 717 871 422 | 98 650 444 891 | 94 402 705 629 | 358 296 190 |
| Postes législatifs | 158 125 684 342 | 160 375 782 935 | 165 541 288 636 | (373 743 587) |
| Total des dépenses budgétaires | 247 843 555 764 | 259 026 227 826 | 259 943 994 265 | (15 447 397) |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Crédits votés | 487 450 200 | 79 403 008 | 71 103 004 | ..... |
| Postes législatifs | 61 600 473 581 | (1 720 777 269) | (41 024 336 315) | ..... |
| Total des dépenses non budgétaires | 62 087 923 781 | (1 641 374 261) | (40 953 233 311) | ..... |

Nota :

1. Les dépenses budgétaires incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État.
2. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.
3. Les crédits votés sont ceux qui doivent être autorisés par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits.
4. Les dépenses législatives sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l'entremise de lois habilitantes et dont les prévisions sont présentées à titre d'information.

Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses

| | Budget des dépenses 2013-2014 | | | | Total |
|---|--------------------------------------|------------------------------|----------------------|---------------------|-------------------------|
| | Budget principal | Budget supplémentaire | | | |
| | | A | B | C | |
| | <i>(dollars)</i> | | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | | |
| Crédits votés | 87 058 771 051 | 1 103 446 635 | 5 414 820 583 | 358 296 190 | 93 935 334 459 |
| Postes législatifs | 165 476 286 408 | 8 153 662 | 5 455 830 | (373 743 587) | 165 116 152 313 |
| Total des dépenses budgétaires | 252 535 057 459 | 1 111 600 297 | 5 420 276 413 | (15 447 397) | 259 051 486 772 |
| Dépenses non budgétaires | | | | | |
| Crédits votés | 71 103 003 | ..... | 1 | ..... | 71 103 004 |
| Postes législatifs | (41 024 336 315) | ..... | ..... | ..... | (41 024 336 315) |
| Total des dépenses non budgétaires | (40 953 233 312) | ..... | 1 | ..... | (40 953 233 311) |

Modifications à la présentation du budget supplémentaire des dépenses

Plusieurs modifications ont été apportées à la présentation du budget principal et des budgets supplémentaires des dépenses 2013-2014, afin d'accroître la quantité de renseignements présentés et de faciliter l'utilisation du document dans son ensemble.

Dans les documents publiés et les tableaux en ligne, les ministères et les organismes sont présentés par ordre alphabétique selon leur appellation légale, ce qui facilite leur localisation dans les versions papier ou électroniques du document. La présentation selon le portefeuille ou le ministère a été maintenue dans le cas des annexes proposées du projet de loi de crédits.

L'architecture d'alignement des programmes pour 2013-2014 a servi à produire les tableaux qui présentent l'information selon les résultats stratégiques et les programmes. Lorsqu'il y avait eu un changement dans l'architecture, les montants des exercices précédents n'ont pas été reclassés dans la nouvelle structure et ont été inscrits en tant que des « Fonds non affectés à l'architecture d'alignement des programmes 2013-2014 ».

Les budgets des dépenses sont préparés dans le but d'appuyer les projets de loi de crédits. D'autres modifications ont été apportées pour mettre en évidence les postes de l'annexe proposée du projet de loi de crédits :

- La présentation des dépenses au titre des autorisations législatives a été condensée. Les données détaillées relatives aux prévisions des postes législatifs figurent dans le tableau en ligne.
- Les montants indiqués sous la rubrique « Explication du besoin » sont désormais arrondis à l'unité. Cette section contient également de l'information sur les postes pour lesquels un montant d'un dollar a été inclus dans le projet de loi de crédits pour l'obtention de l'autorisation parlementaire.

Postes principaux

Cette section donne un aperçu des principales initiatives votées inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses qui exigent l'approbation du Parlement.

Services partagés Canada : 102,3 millions de dollars**Fonds pour l'acquisition d'appareils technologiques en milieu de travail et de logiciels**

Comme on l'a annoncé dans le budget fédéral de 2013, les fonds destinés à l'acquisition d'appareils technologiques en milieu de travail (matériel destiné aux utilisateurs finaux) et à l'acquisition de logiciels connexes ont été transférés du budget d'autres ministères à celui de Services partagés Canada. Ce regroupement vise à réaliser des économies d'échelle et pour les contribuables, et à améliorer la sécurité. Dans le cadre du nouveau modèle de prestation des services de technologie de l'information du gouvernement du Canada, Services partagés Canada est responsable de l'acquisition d'appareils technologiques en milieu de travail et de logiciels connexes pour tous les ministères et organismes fédéraux, excluant les agents du Parlement.

Secrétariat du Conseil du Trésor : 73,3 millions de dollars**Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux**

Ces fonds serviront à indemniser les ministères, les organismes et les sociétés d'État tributaires de crédits parlementaires pour les répercussions des conventions collectives et d'autres rajustements connexes apportés aux conditions de service ou d'emploi. Les coûts résultent des conventions signées entre le 1^{er} août et le 1^{er} décembre 2013.

Travaux publics et Services gouvernementaux : 63,8 millions de dollars**Fonds pour l'augmentation des dépenses obligatoires (principalement pour l'aménagement) relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués**

Travaux publics et Services gouvernementaux est chargé de fournir aux ministères et organismes fédéraux des locaux à bureaux. On s'attend à ce que ces installations procurent un environnement sécuritaire et sain qui appuie l'exécution des programmes et la prestation des services de façon efficace. Ces fonds permettront d'assumer les coûts liés à la préparation d'espaces à bureaux en vue de leur aménagement et les coûts de location.

Affaires indiennes et du Nord canadien : 36,1 millions de dollars**Fonds pour remplir les obligations du gouvernement du Canada en vertu de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest**

L'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest entrera en vigueur le 1^{er} avril 2014. Les fonds appuieront les activités ponctuelles de mise en œuvre à la fois pour le ministère et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, notamment la transition organisationnelle et le développement des capacités. En outre, les fonds serviront à un virement unique à cinq groupes autochtones pour mener divers examens liés au transfert des responsabilités, ainsi que des évaluations de l'inventaire, la planification et l'audit des sites de déchets.

Citoyenneté et Immigration : 35,5 millions de dollars**Fonds pour l'Accord Canada-Québec sur l'immigration**

Aux termes de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration, le gouvernement du Québec est responsable de la prestation de services à tous les immigrants au Québec, notamment tous les réfugiés, en vue d'appuyer leur intégration à la société québécoise. Le gouvernement du Québec reçoit une subvention annuelle du gouvernement fédéral pour la prestation de ces services.

Défense nationale : 34,7 millions de dollars**Fonds pour le Projet de modernisation progressive de l'Aurora et le Projet de prolongation de la durée de vie de la structure de l'Aurora**

La Défense nationale ajoutera 4 avions à la flotte d'aéronefs de patrouille à long rayon d'action CP-140 Aurora et prolongera la durée de vie de 14 aéronefs existants jusqu'en 2030 dans le cadre de ces deux projets. La décision de moderniser la flotte à un montant total de 2,13 milliards de dollars, au lieu de la remplacer, a donné lieu à l'augmentation de l'étendue et des coûts des projets de l'Aurora précédents. Ces fonds serviront principalement au remplacement des principales composantes structurelles, comme les sections extérieures des ailes, les sections centrales des ailes et les volets horizontaux.

Principales variations nettes des crédits dans le présent budget supplémentaire des dépenses

| Organisation | Numéro de crédit et description | Montant (dollars) | Augmentation ou diminution en tant que pourcentage des autorisations proposées à ce jour |
|--|---|--------------------------|---|
| Services partagés Canada | Crédit 15c – Dépenses de fonctionnement | 153 843 249 | 11,3 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement | 82 751 484 | 3,9 |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | Crédit 15c – Rajustements à la rémunération | 73 303 264 | 100 |
| Défense nationale | Crédit 5c – Dépenses en capital | 55 011 612 | 1,5 |
| Défense nationale | Crédit 1b – Dépenses de fonctionnement | (54 700 443) | (0,4) |
| Services partagés Canada | Crédit 20c – Dépenses en capital | 36 775 760 | 16,6 |
| Affaires étrangères, Commerce et Développement | Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement | 33 259 243 | 2,2 |
| Santé | Crédit 10c – Subventions et contributions | 31 392 828 | 1,9 |
| Agence des services frontaliers du Canada | Crédit 15c – Dépenses en capital | (30 895 000) | (13,4) |
| Citoyenneté et Immigration | Crédit 5c – Subventions et contributions | 30 202 090 | 3,1 |

Modifications apportées à la structure gouvernementale indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé des modifications, qui sont présentées dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

En vertu du décret C.P. 2013-0366, transfert à Services partagés Canada de la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale au sein de la Direction générale des approvisionnements du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, connu sous le nom d'Unité de l'approvisionnement des dispositifs d'utilisateurs finaux. Cette mesure prend effet le 1^{er} avril 2013.

En vertu du décret C.P. 2013-0872, transfert du ministre de la Santé au ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord de la responsabilité à l'égard du secteur de l'administration publique fédérale connu sous le nom d'Agence canadienne de développement économique du Nord; l'Agence est placée sous l'autorité du ministre de l'Agence canadienne de développement économique du Nord. Ces mesures prennent effet le 15 juillet 2013.

La *Loi n° 2 sur le plan d'action économique de 2013* cite que le ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences est maintenu sous la dénomination de ministère de l'Emploi et du Développement social et est placé sous l'autorité du ministre de l'Emploi et du Développement social. Celui-ci est nommé par commission sous le grand sceau. Ces mesures prennent effet le 12 décembre 2013.

Modifications apportées aux crédits votés et aux postes législatifs indiquées dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2013-2014, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014 et le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenser. Le libellé des nouveaux crédits est indiqué dans le tableau intitulé « Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédit » situé à la fin de cette publication. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Les organisations suivantes demandent de nouveaux crédits votés :

- Affaires étrangères, Commerce et Développement – Ministère (crédit 16c)
- Agence canadienne de développement économique du Nord – Ministère (crédit 3c)
- Citoyenneté et Immigration – Ministère (crédits 8c et 9c)

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014 :**Citoyenneté et Immigration – Ministère**

Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice pour la prestation de services liés à Expérience internationale Canada, et le versement à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la *Loi sur les traitements*, rajusté en vertu de la *Loi sur le Parlement du Canada* et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses.

De nouvelles autorisations législatives ont été inscrites dans le présent budget supplémentaire des dépenses :

Citoyenneté et Immigration

Ministre d'État (Multiculturalisme) – Traitement et allocation pour automobile

Environnement

Conservation de la nature Canada

Finances

Paielement du transfert canadien en matière de santé à l'Ontario (Partie V.1 – *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*)

Le libellé (souligné) des postes législatifs suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014 :

Il n'y a aucune modification au libellé des postes législatifs.

Budget des dépenses par organisation

Au total, 135 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2013-2014. De ces organisations, 35 ont identifié des besoins additionnels dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | | |
|---|----------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Budgétaire | | | | | |
| Administration canadienne de la sûreté du transport aérien | 515 006 000 | 576 397 810 | 598 286 200 | ..... | 598 286 200 |
| Administration du pipe-line du Nord | 2 107 613 | 3 225 320 | 3 123 930 | ..... | 3 123 930 |
| Affaires étrangères, Commerce et Développement | 2 482 465 566 | 2 637 360 384 | 5 190 000 546 | 26 348 130 | 5 216 348 676 |
| Affaires indiennes et du Nord canadien | 7 880 883 137 | 8 385 548 115 | 8 722 426 672 | 108 359 | 8 722 535 031 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 737 696 357 | 728 297 262 | 768 134 378 | (2 477 594) | 765 656 784 |
| Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée | 3 463 838 | 9 367 966 | ..... | ..... | ..... |
| Agence canadienne de développement économique du Nord | 48 599 691 | 54 135 363 | 52 457 009 | 1 651 475 | 54 108 484 |
| Agence canadienne de développement international | 3 927 263 547 | 3 631 036 803 | 663 262 297 | ..... | 663 262 297 |
| Agence canadienne d'évaluation environnementale | 29 558 489 | 29 642 248 | 33 094 715 | ..... | 33 094 715 |
| Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec | 305 920 895 | 308 906 006 | 308 120 577 | ..... | 308 120 577 |
| Agence de la santé publique du Canada | 636 499 537 | 617 966 996 | 645 782 049 | (1 718 831) | 644 063 218 |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 330 453 781 | 323 175 897 | 313 000 291 | 5 309 259 | 318 309 550 |
| Agence des services frontaliers du Canada | 1 835 296 950 | 2 037 698 000 | 2 174 692 928 | (30 692 545) | 2 144 000 383 |
| Agence du revenu du Canada | 4 351 291 626 | 4 626 608 000 | 4 634 206 847 | (258 670 527) | 4 375 536 320 |
| Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario | 230 459 808 | 261 156 578 | 246 742 843 | ..... | 246 742 843 |
| Agence Parcs Canada | 678 011 905 | 749 129 989 | 816 952 893 | 6 469 122 | 823 422 015 |
| Agence spatiale canadienne | 409 135 515 | 363 375 248 | 510 705 670 | ..... | 510 705 670 |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | | |
|---|----------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Agriculture et Agroalimentaire | 2 557 654 625 | 2 788 176 187 | 2 509 387 894 | ..... | 2 509 387 894 |
| Anciens Combattants | 3 497 087 250 | 3 631 616 154 | 3 677 648 203 | 103 811 | 3 677 752 014 |
| Bibliothèque du Parlement | 41 307 604 | 44 466 056 | 42 949 558 | ..... | 42 949 558 |
| Bibliothèque et Archives du Canada | 112 021 363 | 118 368 443 | 104 203 348 | 694 501 | 104 897 849 |
| Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports | 31 793 781 | 30 053 968 | 31 336 972 | ..... | 31 336 972 |
| Bureau de l'enquêteur correctionnel | 4 936 667 | 4 654 003 | 4 946 039 | ..... | 4 946 039 |
| Bureau de l'infrastructure du Canada | 4 540 110 273 | 5 309 080 822 | 4 153 050 302 | ..... | 4 153 050 302 |
| Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme | 29 434 826 | 29 755 112 | 31 681 772 | 208 351 | 31 890 123 |
| Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications | 1 942 428 | 2 394 596 | 2 230 672 | ..... | 2 230 672 |
| Bureau du directeur des poursuites pénales | 156 443 650 | 175 056 637 | 189 010 672 | ..... | 189 010 672 |
| Bureau du surintendant des institutions financières | (12 604 812) | 909 369 | 937 691 | ..... | 937 691 |
| Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail | 5 290 324 | 4 984 002 | 5 735 820 | ..... | 5 735 820 |
| Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada | 59 228 080 | 54 043 613 | 53 424 087 | ..... | 53 424 087 |
| Centre de la sécurité des télécommunications | 251 856 580 | 415 648 977 | 460 887 980 | ..... | 460 887 980 |
| Centre de recherches pour le développement international | 237 907 649 | 241 646 094 | 226 170 475 | 241 668 | 226 412 143 |
| Chambre des communes | 427 234 906 | 463 022 489 | 444 078 853 | 919 448 | 444 998 301 |
| Citoyenneté et Immigration | 1 583 490 747 | 1 564 139 949 | 1 751 048 162 | (2 343 111) | 1 748 705 051 |
| Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité | 2 833 554 | 2 677 704 | 3 014 263 | ..... | 3 014 263 |
| Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada | 1 691 892 | 1 645 676 | 1 743 201 | ..... | 1 743 201 |
| Comité externe d'examen des griefs militaires | 6 397 011 | 6 672 105 | 7 037 898 | ..... | 7 037 898 |
| Commissaire à la magistrature fédérale | 471 183 153 | 485 478 149 | 498 453 198 | 700 000 | 499 153 198 |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | | |
|---|----------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Commissariat à l'intégrité du secteur public | 5 665 863 | 5 656 072 | 5 970 801 | ..... | 5 970 801 |
| Commissariat au lobbying | 4 861 590 | 4 628 368 | 4 611 558 | ..... | 4 611 558 |
| Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique | 6 637 861 | 7 132 288 | 7 035 401 | ..... | 7 035 401 |
| Commissariat aux langues officielles | 22 355 036 | 20 611 145 | 25 008 230 | ..... | 25 008 230 |
| Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada | 38 790 696 | 36 313 667 | 45 142 028 | ..... | 45 142 028 |
| Commission canadienne de sûreté nucléaire | 136 069 164 | 132 760 244 | 146 162 608 | ..... | 146 162 608 |
| Commission canadienne des affaires polaires | 1 263 210 | 1 301 212 | 2 588 387 | ..... | 2 588 387 |
| Commission canadienne des droits de la personne | 24 262 323 | 23 086 498 | 23 652 918 | ..... | 23 652 918 |
| Commission canadienne des grains | 34 820 012 | 32 248 237 | 37 600 491 | ..... | 37 600 491 |
| Commission canadienne du lait | 4 479 524 | 3 935 119 | 4 369 299 | ..... | 4 369 299 |
| Commission canadienne du tourisme | 82 033 975 | 72 032 802 | 57 972 388 | ..... | 57 972 388 |
| Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire | 4 922 920 | 8 588 946 | 11 222 909 | ..... | 11 222 909 |
| Commission de la capitale nationale | 107 486 096 | 125 555 836 | 122 367 698 | ..... | 122 367 698 |
| Commission de la fonction publique | 105 605 883 | 93 550 868 | 95 143 372 | ..... | 95 143 372 |
| Commission de l'immigration et du statut de réfugié | 140 808 624 | 145 279 223 | 131 873 771 | ..... | 131 873 771 |
| Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens | 19 245 153 | 7 704 000 | 13 051 981 | ..... | 13 051 981 |
| Commission des champs de bataille nationaux | 9 804 355 | 9 244 466 | 9 925 708 | ..... | 9 925 708 |
| Commission des libérations conditionnelles du Canada | 52 188 432 | 51 391 414 | 50 958 605 | ..... | 50 958 605 |
| Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada | 7 880 902 | 8 041 947 | 10 401 709 | ..... | 10 401 709 |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | | |
|--|----------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Commission des relations de travail dans la fonction publique | 13 446 701 | 13 732 067 | 14 415 051 | ..... | 14 415 051 |
| Commission du droit d'auteur | 2 541 273 | 3 118 008 | 3 128 350 | ..... | 3 128 350 |
| Commission mixte internationale (section canadienne) | 8 051 096 | 6 675 802 | 7 295 000 | ..... | 7 295 000 |
| Conseil canadien des normes | 8 059 060 | 9 729 000 | 9 810 932 | ..... | 9 810 932 |
| Conseil canadien des relations industrielles | 13 698 924 | 12 993 896 | 14 190 840 | ..... | 14 190 840 |
| Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses | 4 530 969 | 4 542 751 | ..... | ..... | ..... |
| Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes | 15 682 950 | 13 981 595 | 13 723 040 | ..... | 13 723 040 |
| Conseil de recherches en sciences humaines | 697 853 661 | 696 491 418 | 693 987 288 | 3 001 043 | 696 988 331 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 1 085 737 592 | 1 073 777 500 | 1 065 778 361 | 4 345 469 | 1 070 123 830 |
| Conseil des Arts du Canada | 181 417 816 | 181 367 817 | 180 919 917 | 1 050 000 | 181 969 917 |
| Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés | 11 754 375 | 11 832 395 | 11 517 198 | ..... | 11 517 198 |
| Conseil national de recherches du Canada | 698 503 582 | 852 290 714 | 889 570 880 | 1 463 774 | 891 034 654 |
| Conseil privé | 155 429 813 | 132 867 054 | 130 167 192 | 2 373 001 | 132 540 193 |
| Conseiller sénatorial en éthique | 799 442 | 807 297 | 854 294 | 80 000 | 934 294 |
| Corporation commerciale canadienne | 15 481 540 | 15 481 540 | 15 654 204 | ..... | 15 654 204 |
| Cour suprême du Canada | 31 455 188 | 29 816 858 | 32 329 897 | ..... | 32 329 897 |
| Défense nationale | 20 218 757 861 | 20 678 142 610 | 19 208 557 995 | 311 169 | 19 208 869 164 |
| Directeur général des élections | 349 351 995 | 136 222 633 | 117 514 254 | ..... | 117 514 254 |
| Diversification de l'économie de l'Ouest canadien | 195 283 481 | 194 410 117 | 194 733 487 | ..... | 194 733 487 |
| École de la fonction publique du Canada | 125 940 826 | 101 095 613 | 102 058 287 | ..... | 102 058 287 |
| Emploi et Développement social | 45 953 451 887 | 48 796 702 019 | 50 686 993 223 | ..... | 50 686 993 223 |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | | |
|--|----------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Énergie atomique du Canada limitée | 719 031 083 | 619 860 095 | 486 982 537 | ..... | 486 982 537 |
| Environnement | 1 008 476 256 | 1 040 947 947 | 1 013 005 731 | 19 854 001 | 1 032 859 732 |
| Finances | 84 141 930 000 | 85 112 119 494 | 87 068 398 096 | (120 863 923) | 86 947 534 173 |
| Gendarmerie royale du Canada | 2 974 575 811 | 2 816 555 966 | 3 011 181 815 | (23 776 849) | 2 987 404 966 |
| Gouverneur général | 21 727 391 | 19 783 369 | 20 364 379 | ..... | 20 364 379 |
| Greffé du Tribunal de la concurrence | 1 588 696 | 2 326 003 | 2 453 859 | ..... | 2 453 859 |
| Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles | 1 686 603 | 1 834 080 | 1 932 045 | ..... | 1 932 045 |
| Greffé du Tribunal des revendications particulières | 2 434 276 | 2 847 056 | 2 991 854 | ..... | 2 991 854 |
| Industrie | 1 446 710 180 | 1 472 874 647 | 1 312 859 507 | ..... | 1 312 859 507 |
| Institut de la statistique des Premières Nations | 3 957 000 | 5 000 000 | ..... | ..... | ..... |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 1 009 091 392 | 1 003 614 375 | 998 424 678 | 2 484 429 | 1 000 909 107 |
| Justice | 745 007 765 | 718 021 067 | 758 482 482 | 3 761 164 | 762 243 646 |
| La Société des ponts fédéraux Limitée | 13 994 307 | 26 224 693 | 14 338 293 | ..... | 14 338 293 |
| Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. | 97 329 991 | 182 933 000 | 274 566 409 | ..... | 274 566 409 |
| Marine Atlantique S.C.C. | 183 290 595 | 185 376 000 | 154 430 000 | ..... | 154 430 000 |
| Musée canadien de l'histoire | 65 198 130 | 63 360 382 | 60 880 484 | 1 500 000 | 62 380 484 |
| Musée canadien de la nature | 28 591 766 | 33 134 904 | 26 717 248 | ..... | 26 717 248 |
| Musée canadien de l'immigration du Quai 21 | 13 824 600 | 9 950 000 | 18 450 000 | ..... | 18 450 000 |
| Musée canadien des droits de la personne | 21 798 633 | 56 700 000 | 31 832 943 | ..... | 31 832 943 |
| Musée des beaux-arts du Canada | 49 586 146 | 48 206 120 | 44 136 719 | ..... | 44 136 719 |
| Musée national des sciences et de la technologie | 30 304 286 | 28 946 341 | 26 862 194 | ..... | 26 862 194 |
| Office des transports du Canada | 29 307 687 | 27 279 376 | 30 133 483 | ..... | 30 133 483 |
| Office national de l'énergie | 64 375 613 | 64 977 944 | 76 555 471 | ..... | 76 555 471 |
| Office national du film | 66 852 578 | 66 782 204 | 68 752 596 | ..... | 68 752 596 |
| Patrimoine canadien | 1 308 491 904 | 1 251 498 074 | 1 331 667 016 | 3 306 570 | 1 334 973 586 |
| Pêches et Océans | 1 880 882 767 | 1 754 140 168 | 1 900 450 923 | 1 174 516 | 1 901 625 439 |
| PPP Canada Inc. | 287 700 000 | 287 700 000 | 265 200 000 | ..... | 265 200 000 |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | | |
|---|----------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Ressources naturelles | 3 352 172 605 | 2 489 414 620 | 2 822 673 199 | ..... | 2 822 673 199 |
| Santé | 3 786 299 686 | 3 656 003 745 | 3 827 599 203 | 1 419 821 | 3 829 019 024 |
| Secrétariat de la Commission des nominations publiques | 135 080 | 1 067 672 | ..... | ..... | ..... |
| Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes | 5 560 612 | 6 614 730 | 6 202 575 | ..... | 6 202 575 |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 2 504 508 177 | 6 639 949 859 | 4 883 759 582 | 74 879 493 | 4 958 639 075 |
| Sécurité publique et Protection civile | 401 564 796 | 622 603 292 | 1 367 859 830 | 4 245 177 | 1 372 105 007 |
| Sénat | 89 979 680 | 92 215 846 | 92 517 029 | ..... | 92 517 029 |
| Service administratif des tribunaux judiciaires | 73 222 412 | 67 857 794 | 72 199 132 | ..... | 72 199 132 |
| Service canadien du renseignement de sécurité | 539 885 697 | 519 019 262 | 535 209 563 | ..... | 535 209 563 |
| Service correctionnel du Canada | 2 666 854 106 | 3 026 031 206 | 2 839 505 465 | ..... | 2 839 505 465 |
| Services partagés Canada | 622 344 223 | 1 519 453 733 | 1 497 387 381 | 190 619 009 | 1 688 006 390 |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | 2 048 258 589 | 2 139 812 000 | 2 100 578 000 | ..... | 2 100 578 000 |
| Société canadienne des postes | 22 210 000 | 22 210 000 | 22 210 000 | ..... | 22 210 000 |
| Société d'expansion du Cap-Breton | 77 191 000 | 60 667 000 | 52 848 000 | ..... | 52 848 000 |
| Société du Centre national des Arts | 35 781 174 | 35 706 175 | 34 644 187 | ..... | 34 644 187 |
| Société du Vieux-Port de Montréal Inc. | 30 373 000 | 25 173 000 | 24 472 000 | ..... | 24 472 000 |
| Société Radio-Canada | 1 134 319 060 | 1 106 519 060 | 1 083 468 212 | ..... | 1 083 468 212 |
| Statistique Canada | 744 111 844 | 454 681 353 | 496 312 002 | ..... | 496 312 002 |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | 5 363 797 | 5 240 430 | ..... | ..... | ..... |
| Téléfilm Canada | 105 667 144 | 105 667 144 | 99 884 632 | ..... | 99 884 632 |
| Transports | 1 281 190 965 | 2 090 429 453 | 1 598 270 682 | 141 901 | 1 598 412 583 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 2 793 508 544 | 2 749 594 215 | 2 887 046 386 | 66 331 322 | 2 953 377 708 |
| Tribunal canadien des droits de la personne | 5 239 794 | 4 510 620 | 4 747 647 | ..... | 4 747 647 |
| Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs | 1 283 192 | 2 059 543 | ..... | ..... | ..... |

Budget des dépenses par organisation

| | Dépenses réelles 2011-2012 | Budget des dépenses à ce jour 2012-2013 | Budget des dépenses 2013-2014 | | |
|--|----------------------------|---|-------------------------------|--|-------------------------|
| | | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | Autorisations proposées |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Tribunal canadien du commerce extérieur | 10 528 906 | 11 195 292 | 10 411 648 | ..... | 10 411 648 |
| Tribunal d'appel des transports du Canada | 1 856 205 | 1 661 777 | 1 498 420 | ..... | 1 498 420 |
| Tribunal de la dotation de la fonction publique | 4 936 076 | 5 426 302 | 5 718 905 | ..... | 5 718 905 |
| Tribunal des anciens combattants (révision et appel) | 12 746 298 | 11 501 429 | 12 253 310 | ..... | 12 253 310 |
| Vérificateur général | 89 811 920 | 84 323 221 | 88 372 929 | ..... | 88 372 929 |
| VIA Rail Canada Inc. | 493 795 244 | 475 651 000 | 439 383 000 | ..... | 439 383 000 |
| Compte des opérations de l'assurance-emploi | 19 677 343 025 | 19 618 314 602 | 19 956 684 127 | ..... | 19 956 684 127 |
| Total budgétaire | 247 843 555 764 | 259 026 227 826 | 259 943 994 265 | (15 447 397) | 259 928 546 868 |
| Non budgétaire | | | | | |
| Affaires étrangères, Commerce et Développement | 1 855 458 | ..... | 52 304 056 | ..... | 52 304 056 |
| Affaires indiennes et du Nord canadien | 49 165 062 | 78 603 000 | 70 303 000 | ..... | 70 303 000 |
| Agence canadienne de développement international | 107 870 472 | 95 798 812 | 29 291 205 | ..... | 29 291 205 |
| Anciens Combattants | 1 137 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Citoyenneté et Immigration | 2 722 769 | 1 | ..... | ..... | ..... |
| Commission canadienne du lait | 4 246 778 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Défense nationale | (6 970 502) | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Emploi et Développement social | 898 256 277 | 872 131 283 | 760 632 426 | ..... | 760 632 426 |
| Finances | 64 011 953 162 | 80 888 643 | 2 | ..... | 2 |
| Industrie | ..... | 800 000 | 800 000 | ..... | 800 000 |
| Service correctionnel du Canada | 313 | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Société canadienne d'hypothèques et de logement | (2 973 306 859) | (2 769 596 000) | (41 866 564 000) | ..... | (41 866 564 000) |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | (7 870 286) | ..... | ..... | ..... | ..... |
| Total non budgétaire | 62 087 923 781 | (1 641 374 261) | (40 953 233 311) | ..... | (40 953 233 311) |

Postes horizontaux

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d'une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l'atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans les budgets supplémentaires des dépenses de l'année financière en cours. Il s'agit d'une vue d'ensemble des initiatives horizontales relatives aux budgets supplémentaires des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

Postes horizontaux

| Organisation | Montant |
|---|------------------|
| | <i>(dollars)</i> |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale | |
| <i>Ces fonds ont pour objet d'appuyer des initiatives de publicité qui transmettent aux Canadiens des renseignements sur une variété de programmes et de services gouvernementaux. Les nouveaux fonds inscrits au Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014 serviront à soutenir les campagnes publicitaires intitulées « Contrer la cyberintimidation » et « Plan d'action économique ». Les fonds serviront également à appuyer le projet pilote d'achat en ligne du gouvernement visant à accélérer l'accès à la publicité en ligne pour promouvoir des enjeux et des événements émergents, ainsi qu'à apporter des améliorations pour réagir aux conditions en constante évolution de la publicité en ligne.</i> | |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014</i> | |
| Emploi et Développement social | 2 500 000 |
| Patrimoine canadien | 500 000 |
| Ressources naturelles | 12 000 000 |
| Santé | 5 000 000 |
| Total | 20 000 000 |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014</i> | |
| Anciens Combattants | 4 000 000 |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014</i> | |
| Finances | 1 500 000 |
| Sécurité publique et Protection civile | 4 500 000 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 2 500 000 |
| Total | 8 500 000 |
| Total cumulatif pour 2013-2014 | 32 500 000 |

Postes horizontaux

| Organisation | Montant |
|--|------------------|
| | <i>(dollars)</i> |
| Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche | |
| <i>Comme annoncé dans le budget de 2007, l'objectif du Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche consiste à trouver un moyen plus efficace et efficient de cerner les possibilités de recherche et de commercialisation dans les domaines où les Canadiens ont le potentiel de se démarquer sur la scène internationale, ainsi que d'améliorer la façon dont le gouvernement appuie les centres d'excellence à l'échelle mondiale. Le Programme permet de sélectionner des organisations au moyen d'un processus concurrentiel fondé sur la probabilité qu'ils commercialisent les technologies qu'ils mettent au point et qu'ils parviennent à la viabilité financière. Les fonds serviront à verser des paiements aux bénéficiaires retenus dans le cadre de la cinquième ronde du concours. Le programme est administré par le Secrétariat des Réseaux de centres d'excellence, qui est situé au Centre de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada.</i> | |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (A) 2013-2014</i> | |
| Conseil de recherches en sciences humaines | 3 317 770 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 4 708 000 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 11 081 000 |
| Total | 19 106 770 |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014</i> | |
| Conseil de recherches en sciences humaines | 2 783 337 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 6 113 538 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 973 160 |
| Total | 9 870 035 |
| Total cumulatif pour 2013-2014 | 28 976 805 |
| Financement pour l'amélioration du régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires | |
| <i>Le régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires du Canada est administré par Transports Canada, Pêches et Océans Canada et Environnement Canada, tout en bénéficiant du soutien d'autres ministères et organismes. Ces fonds permettront d'améliorer la prévention et la capacité de réponse grâce à des activités comprenant l'établissement de partenariats communautaires pour la planification des interventions en cas de déversement et la mise en place d'un système permanent de commandement des interventions. Ils permettront aussi d'assurer la surveillance continue des eaux canadiennes par le biais du Programme national de surveillance aérienne.</i> | |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014</i> | |
| Environnement | 2 595 969 |
| Pêches et Océans | 7 696 180 |
| Transports | 10 877 019 |
| Total | 21 169 168 |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014</i> | |
| Pêches et Océans | 6 929 487 |
| Total cumulatif pour 2013-2014 | 28 098 655 |

Postes horizontaux

| Organisation | Montant |
|---|------------------|
| | <i>(dollars)</i> |
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (Budget fédéral de 2013) | |
| <i>La Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 représente la stratégie en matière de langues officielles du gouvernement du Canada pour la période allant du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2018. Le gouvernement du Canada y renouvelle son engagement de promouvoir les langues officielles et de favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans trois secteurs prioritaires, soit l'éducation, l'immigration et les collectivités. La Feuille de route n'est qu'une des nombreuses composantes du Programme des langues officielles du gouvernement du Canada.</i> | |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 320 185 |
| Citoyenneté et Immigration | 4 135 840 |
| Conseil des Arts du Canada | 250 000 |
| Justice | 3 782 700 |
| Patrimoine canadien | 1 950 000 |
| Santé | 4 626 913 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 3 100 000 |
| Total | 18 165 638 |

Fonds pour la mise en œuvre et l'administration de diverses mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2012, notamment pour accroître la transparence et la reddition de comptes des organismes de bienfaisance et pour les régimes de pension agréés collectifs

Ce financement permettra d'appuyer l'administration du crédit temporaire à l'embauche pour les petites entreprises annoncé dans le budget fédéral de 2011, la mise en place des systèmes pour la mise en œuvre des régimes de pension agréés collectifs, ainsi que l'administration, les activités d'éducation et des audits de conformité liés aux mesures annoncées dans le budget fédéral de 2012 en ce qui concerne les activités politiques des organismes de bienfaisance.

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2013-2014

| | |
|---|-----------|
| Services partagés Canada | 175 514 |
| <i>Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014</i> | |
| Agence du revenu du Canada | 7 246 615 |
| Total cumulatif pour 2013-2014 | 7 422 129 |

Fonds pour faire face à l'accroissement des demandes liées aux programmes des résidents temporaires et de citoyenneté (Budget fédéral de 2013)

Le Programme de résidents temporaires traite les demandes de visas de voyage, de permis d'études et de permis de travail des ressortissants étrangers. Les résidents permanents au Canada peuvent soumettre une demande de citoyenneté dans le cadre du Programme de citoyenneté. Le Programme de citoyenneté peut également, sur demande, fournir une preuve de citoyenneté canadienne. La demande de services continue de croître pour ces deux programmes et ces fonds permettront d'augmenter leur capacité de traitement opérationnel.

| | |
|--|-----------|
| Affaires étrangères, Commerce et Développement | 1 000 000 |
| Agence des services frontaliers du Canada | 2 446 373 |
| Total | 3 446 373 |

Postes horizontaux

| Organisation | Montant |
|--|------------------|
| | <i>(dollars)</i> |
| Fonds pour moderniser la gestion des congés de maladie et de l'incapacité au sein de la fonction publique fédérale (Budget fédéral de 2013) | |
| <i>Ces fonds ont pour objet d'appuyer une initiative pluriannuelle dont l'objectif est de moderniser le régime de congés d'invalidité et de maladie de la fonction publique fédérale. L'initiative prévoit notamment l'implantation d'un programme d'invalidité à court terme et la révision du régime d'invalidité de longue durée.</i> | |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 2 055 835 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 494 377 |
| Total | 2 550 212 |

BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (C) 2013-2014

Détails par organisation

| | |
|--|----|
| Affaires étrangères, Commerce et Développement | 1 |
| Affaires indiennes et du Nord canadien | 4 |
| Agence canadienne d'inspection des aliments | 6 |
| Agence canadienne de développement économique du Nord | 6 |
| Agence de la santé publique du Canada | 7 |
| Agence de promotion économique du Canada atlantique | 7 |
| Agence des services frontaliers du Canada | 9 |
| Agence du revenu du Canada | 11 |
| Agence Parcs Canada | 12 |
| Anciens Combattants | 13 |
| Bibliothèque et Archives du Canada | 15 |
| Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme | 16 |
| Centre de recherches pour le développement international | 17 |
| Chambre des communes | 18 |
| Citoyenneté et Immigration | 19 |
| Commissaire à la magistrature fédérale | 21 |
| Conseil de recherches en sciences humaines | 22 |
| Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie | 24 |
| Conseil des Arts du Canada | 26 |
| Conseil national de recherches du Canada | 27 |
| Conseil privé | 29 |
| Conseiller sénatorial en éthique | 30 |
| Défense nationale | 31 |
| Environnement | 33 |
| Finances | 35 |
| Gendarmerie royale du Canada | 37 |
| Instituts de recherche en santé du Canada | 38 |
| Justice | 40 |
| Musée canadien de l'histoire | 42 |
| Patrimoine canadien | 43 |
| Pêches et Océans | 45 |
| Santé | 47 |
| Secrétariat du Conseil du Trésor | 49 |
| Sécurité publique et Protection civile | 50 |
| Services partagés Canada | 51 |
| Transports | 53 |
| Travaux publics et Services gouvernementaux | 54 |

Affaires étrangères, Commerce et Développement

Sommaire de l'organisation

| | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|--|-------------------------|--|-------------------|-----------------------------------|
| | | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | | |
| Crédits | | | | | |
| 1c | Dépenses de fonctionnement | 1 488 828 527 | 19 881 213 | 13 378 030 | 1 522 087 770 |
| 5c | Dépenses en capital | 229 268 253 | (16 646 481) | 1 | 212 621 773 |
| 10c | Subventions et contributions | 3 256 390 280 | (670 451) | 918 492 | 3 256 638 321 |
| 15 | Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions | 65 380 000 | ..... | ..... | 65 380 000 |
| 16c | Remise de créances – Prêts consentis au gouvernement de la République de l'Union du Myanmar (Birmanie) | ..... | ..... | 8 306 202 | 8 306 202 |
| Total des crédits | | 5 039 867 060 | 2 564 281 | 22 602 725 | 5 065 034 066 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>150 133 486</i> | <i>.....</i> | <i>1 181 124</i> | <i>151 314 610</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 5 190 000 546 | 2 564 281 | 23 783 849 | 5 216 348 676 |
| Dépenses non budgétaires | | | | | |
| Crédits | | | | | |
| L17 | Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Émission et paiement de billets à vue | 1 | ..... | ..... | 1 |
| L19b | Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital | 2 | ..... | ..... | 2 |
| Total des crédits | | 3 | ..... | ..... | 3 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>52 304 053</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>52 304 053</i> |
| Total des dépenses non budgétaires | | 52 304 056 | ..... | ..... | 52 304 056 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

| | | |
|--|------------|-------------------|
| Fonds pour compenser les fluctuations en devises étrangères encourues dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | 20 054 451 |
| Fonds pour remettre des créances relativement à des prêts consentis au gouvernement de la République de l'Union du Myanmar (Birmanie) | Crédit 16c | 8 306 202 |
| Fonds pour la mise en œuvre d'un plan d'action pour les marchés mondiaux | Crédit 1c | 4 387 361 |
| | Crédit 10c | 918 492 |
| Total | | 5 305 853 |
| Fonds liés à la variation des dépenses pour les indemnités versées aux Canadiens travaillant dans des missions diplomatiques à l'étranger | Crédit 1c | 4 762 624 |
| Fonds pour faire face à l'accroissement des demandes liées aux programmes des résidents temporaires et de citoyenneté (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (poste horizontal) | Crédit 1c | 908 100 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 5c | 1 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (16 734 506) |
| Total des crédits à adopter | | 22 602 725 |
| Total des crédits législatifs | | 1 181 124 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de Citoyenneté et Immigration à Affaires étrangères, Commerce et Développement afin de rembourser les montants transférés auparavant pour le programme Expérience internationale Canada | Crédit 1c | 3 250 000 |
| Transfert de Citoyenneté et Immigration à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour le personnel d'Expérience internationale Canada travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | 946 634 |
| | Crédit 5c | 88 025 |
| Total | | 1 034 659 |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | 95 580 |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c | 16 734 506 |
| | Crédit 5c | (16 734 506) |
| Total |  | ..... |
| Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | (622 320) |
| | Crédit 10c | 622 320 |
| Total |  | ..... |
| Transfert des contributions aux subventions (250 000 000 \$) pour répondre aux besoins globaux émergents liés à l'aide humanitaire et au développement, dans des secteurs comme l'aide alimentaire et non alimentaire d'urgence, le soutien logistique à des opérations d'aide humanitaire, la protection, la santé et l'éducation, qui sera fournie par des partenaires humanitaires expérimentés | Crédit 10c | ..... |

Explication du besoin (dollars)

| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
|--|------------|-------------------|
| Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Citoyenneté et Immigration, à Santé et à Anciens Combattants pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | (523 187) |
| Transfert d'Environnement et d'Affaires étrangères, Commerce et Développement au Conseil national de recherches du Canada pour la Stratégie emploi jeunesse | Crédit 10c | (1 292 771) |
| Total des transferts | | 2 564 281 |
| Total des dépenses budgétaires | | 26 348 130 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition | 2 030 961 792 | 250 000 000 | 2 280 961 792 |
| Contributions | | | |
| Programme de soutien au commerce mondial | 6 037 363 | 918 492 | 6 955 855 |

Affaires indiennes et du Nord canadien

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|---|--|---------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| <i>(dollars)</i> | | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c | Dépenses de fonctionnement | 1 548 475 010 | (22 355 553) | 1 526 119 457 |
| 5b | Dépenses en capital | 19 165 727 | ..... | 19 165 727 |
| 10c | Subventions et contributions | 6 989 503 331 | 22 435 553 | 7 011 938 885 |
| Total des crédits | | 8 557 144 068 | 80 000 | 8 557 224 069 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>165 282 604</i> | <i>.....</i> | <i>165 310 962</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 8 722 426 672 | 80 000 | 8 722 535 031 |
| Dépenses non budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| L15 | Prêts à des revendicateurs autochtones | 39 903 000 | ..... | 39 903 000 |
| L20 | Prêts aux Premières Nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique | 30 400 000 | ..... | 30 400 000 |
| Total des dépenses non budgétaires | | 70 303 000 | ..... | 70 303 000 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|-------------------|
| Fonds afin de remplir les obligations du gouvernement du Canada en vertu de l'Entente sur le transfert des responsabilités liées aux terres et aux ressources des Territoires du Nord-Ouest | Crédit 1c | 11 325 557 |
| | Crédit 10c | 24 774 830 |
| Total | | 36 100 387 |
| Fonds pour les coûts encourus dans les réserves par des organisations de gestion des urgences provinciales/territoriales et autres, au besoin, dans le cadre du Programme d'aide à la gestion des urgences | Crédit 10c | 33 219 384 |
| Fonds pour les règlements extrajudiciaires | Crédit 1c | 1 023 380 |
| Fonds pour la mise en œuvre et l'application de la <i>Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux</i> | Crédit 1c | 361 547 |
| | Crédit 10c | 654 200 |
| Total | | 1 015 747 |
| Fonds pour la Purdy Crawford chair in Aboriginal Business Studies de l'Université du Cap-Breton pour inciter les étudiants autochtones à poursuivre des études commerciales (<i>Budget fédéral de 2013</i>) | Crédit 10c | 1 000 000 |

Explication du besoin (dollars)

| | | |
|---|------------|---------------------|
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (12 710 484) |
| | Crédit 10c | (59 648 413) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (72 358 897) |
| Total des crédits à adopter | | 1 |
| Total des crédits législatifs | | 28 358 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de Pêches et Océans à Affaires indiennes et du Nord canadien pour la cogestion de la Zone de protection marine de Tarium Niryutait dans la région désignée des Inuvialuit | Crédit 10c | 80 000 |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c | (22 355 553) |
| | Crédit 10c | 22 355 553 |
| Total |  | ..... |
| Total des transferts | | 80 000 |
| Total des dépenses budgétaires | | 108 359 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités | 23 760 000 | 4 274 830 | 28 034 830 |
| Contributions | | | |
| Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves | 9 736 000 | 33 219 384 | 42 955 384 |
| Paiements aux Indiens, aux Inuits et aux Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation | 1 731 887 709 | 1 000 000 | 1 732 887 709 |
| Contributions pour appuyer l'établissement de systèmes de gouvernement, d'administration et de responsabilisation solides | 33 789 830 | 654 200 | 34 444 030 |
| Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales | 210 428 075 | 80 000 | 210 508 075 |

Agence canadienne de développement économique du Nord

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 3c Dépenses de fonctionnement | 12 769 235 | ..... | 1 451 768 | 14 221 003 |
| 7b Contributions | 38 664 119 | ..... | ..... | 38 664 119 |
| Total des crédits | 51 433 354 | ..... | 1 451 768 | 52 885 122 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>1 023 655</i> | <i>.....</i> | <i>199 707</i> | <i>1 223 362</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 52 457 009 | ..... | 1 651 475 | 54 108 484 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds pour appuyer les processus d'examen de la réglementation des grands projets portant sur les ressources naturelles et les infrastructures régionales dans les territoires du Canada | Crédit 3c | 1 475 593 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 3c | <i>(23 825)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 1 451 768 |
| <i>Total des crédits législatifs</i> | | <i>199 707</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 1 651 475 |

Agence de promotion économique du Canada atlantique

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 74 706 568 | (87 018) | ..... | 74 619 550 |
| 5c Subventions et contributions | 231 352 293 | 87 018 | 5 294 159 | 236 733 470 |
| Total des crédits | 306 058 861 | ..... | 5 294 159 | 311 353 020 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>6 941 430</i> | <i>.....</i> | <i>15 100</i> | <i>6 956 530</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 313 000 291 | ..... | 5 309 259 | 318 309 550 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------------------|-----------------------|
| Réinvestissement des recettes provenant de contributions remboursables pour fournir un soutien aux activités visant à favoriser la création d'institutions et d'entreprises, particulièrement celles de petite et de moyenne taille | Crédit 5c | 5 181 177 |
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c Crédit 5c | 105 085 200 000 |
| Total | | 305 085 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c Crédit 5c | (105 085) (87 018) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (192 103) |
| Total des crédits à adopter | | 5 294 159 |
| Total des crédits législatifs | | 15 100 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c Crédit 5c | (87 018) 87 018 |
| Total |  | ..... |
| Total des transferts |  | ..... |
| Total des dépenses budgétaires | | 5 309 259 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises | 101 199 293 | 5 381 177 | 106 580 470 |

Agence des services frontaliers du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|----------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 10c Dépenses de fonctionnement | 1 727 512 876 | (20 980) | 1 | 1 727 491 897 |
| 15c Dépenses en capital | 261 246 926 | (30 895 000) | ..... | 230 351 926 |
| Total des crédits | 1 988 759 802 | (30 915 980) | 1 | 1 957 843 823 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>185 933 126</i> | <i>.....</i> | <i>223 434</i> | <i>186 156 560</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 2 174 692 928 | (30 915 980) | 223 435 | 2 144 000 383 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|--------------------------|--------------------------|
| Fonds pour faire face à l'accroissement des demandes liées aux programmes des résidents temporaires et de citoyenneté (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 10c | 2 261 264 |
| Fonds pour la mise en œuvre des composantes Infrastructure des principaux passages frontaliers et Technologie de mesure du temps d'attente à la frontière du Plan d'action « Sécurité du périmètre et compétitivité économique entre le Canada et les États-Unis » | Crédit 10c Crédit 15c | 236 764 600 000 |
| Total | | 836 764 |
| Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers | Crédit 15c | 124 862 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 10c | 1 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 10c Crédit 15c | (2 498 028) (724 862) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (3 222 890) |
| Total des crédits à adopter | | 1 |
| Total des crédits législatifs | | 223 434 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de Citoyenneté et Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour rajuster les montants à la suite des changements de réseau à l'étranger | Crédit 10c | 93 300 |

Explication du besoin (dollars)

| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
|---|------------|---------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, de Patrimoine canadien, de la Défense nationale et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada | Crédit 10c | (18 700) |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 10c | (95 580) |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada à Services partagés Canada en vue d'appuyer l'initiative de la plateforme d'infrastructure et pour la capacité de l'ordinateur central en vue d'appuyer les initiatives frontalières | Crédit 15c | (30 895 000) |
| Total des transferts | | (30 915 980) |
| Total des dépenses budgétaires | | (30 692 545) |

Agence du revenu du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour | |
|---------------------------------------|---|--|--------------------|-----------------------------------|----------------------|
| | | Transferts | Rajustements | | |
| <i>(dollars)</i> | | | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | | |
| Crédits | | | | | |
| 1c | Dépenses de fonctionnement, contributions et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 3 365 693 081 | (6 585 649) | ..... | 3 359 107 432 |
| 5 | Dépenses en capital et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> | 110 011 806 | ..... | ..... | 110 011 806 |
| Total des crédits | | 3 475 704 887 | (6 585 649) | ..... | 3 469 119 238 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>1 158 501 960</i> | <i>.....</i> | <i>(252 084 878)</i> | <i>906 417 082</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 4 634 206 847 | (6 585 649) | (252 084 878) | 4 375 536 320 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds pour la mise en œuvre et l'administration de diverses mesures fiscales annoncées dans le budget fédéral de 2012, notamment pour accroître la transparence et la reddition de comptes des organismes de bienfaisance et pour les régimes de pension agréés collectifs (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 6 331 493 |
|--|-----------|------------------|

| | | |
|----------------------------------|-----------|--------------------|
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | <i>(6 331 493)</i> |
|----------------------------------|-----------|--------------------|

Total des crédits à adopter

| | |
|--------------------------------------|----------------------|
| <i>Total des crédits législatifs</i> | <i>(252 084 878)</i> |
|--------------------------------------|----------------------|

Transferts

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|-----------|--------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, de Patrimoine canadien, de la Défense nationale et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada | Crédit 1c | (6 585 649) |
|---|-----------|--------------------|

| | |
|-----------------------------|--------------------|
| Total des transferts | (6 585 649) |
|-----------------------------|--------------------|

| | |
|---------------------------------------|----------------------|
| Total des dépenses budgétaires | (258 670 527) |
|---------------------------------------|----------------------|

Agence Parcs Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|--|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 20c Dépenses du Programme | 656 466 171 | ..... | 6 319 122 | 662 785 293 |
| 25 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques | 500 000 | ..... | ..... | 500 000 |
| Total des crédits | 656 966 171 | ..... | 6 319 122 | 663 285 293 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>159 986 722</i> | <i>.....</i> | <i>150 000</i> | <i>160 136 722</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 816 952 893 | ..... | 6 469 122 | 823 422 015 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|------------------|
| Financement à l'appui de la campagne de financement de la Fondation du sentier transcanadien | Crédit 20c | 6 250 000 |
| Investissements dans les canaux historiques | Crédit 20c | 850 000 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 20c | <i>(780 878)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 6 319 122 |
| Total des crédits législatifs | | 150 000 |

Transferts

Transferts à l'interne

| | | |
|---|------------|------------------|
| Réaffectation des ressources des dépenses de fonctionnement aux subventions (6 250 000 \$) pour le financement à l'appui de la campagne de financement de la Fondation du sentier transcanadien | Crédit 20c | ..... |
| Total des transferts |  | ..... |
| Total des dépenses budgétaires | | 6 469 122 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|--|--------------------------------|--|------------------------------|
| Subventions | | | |
| Financement à l'appui de la campagne de financement de la Fondation du sentier transcanadien | | 12 500 000 | 12 500 000 |

Anciens Combattants

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|---------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 899 835 608 | (566 880) | 70 690 | 899 339 418 |
| 5c Subventions et contributions | 2 738 141 500 | 600 000 | 1 | 2 738 741 501 |
| Total des crédits | 3 637 977 108 | 33 120 | 70 691 | 3 638 080 919 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>39 671 095</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>39 671 095</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 3 677 648 203 | 33 120 | 70 691 | 3 677 752 014 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds pour la construction d'un centre d'accueil permanent au Mémorial national du Canada à Vimy en France (<i>Budget fédéral de 2013</i>) | Crédit 1c | 750 000 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 5c | 1 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | <i>(679 310)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 70 691 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Citoyenneté et Immigration, à Santé et à Anciens Combattants pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | 33 120 |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour soutenir la croissance des activités commémoratives liées au 100 ^e anniversaire de la Première Guerre mondiale et au 75 ^e anniversaire de la Seconde Guerre mondiale | Crédit 1c | (600 000) |
| | Crédit 5c | 600 000 |
| Total | | <i>.....</i> |
| Total des transferts | | 33 120 |
| Total des dépenses budgétaires | | 103 811 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs | 2 310 000 | 600 001 | 2 910 001 |

Bibliothèque et Archives du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|--------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 55c Dépenses de fonctionnement | 90 082 056 | 694 500 | 1 | 90 776 557 |
| 60 Dépenses en capital | 3 943 615 | ..... | ..... | 3 943 615 |
| Total des crédits | 94 025 671 | 694 500 | 1 | 94 720 172 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>10 177 677</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>10 177 677</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 104 203 348 | 694 500 | 1 | 104 897 849 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|----------|
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 55c | 1 |
|--|------------|----------|

| | | |
|------------------------------------|--|----------|
| Total des crédits à adopter | | 1 |
|------------------------------------|--|----------|

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|------------|----------------|
| Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux à Patrimoine canadien, à Bibliothèque et Archives du Canada et au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour un remboursement en raison de besoins moindres en matière de locaux | Crédit 55c | 694 500 |
|---|------------|----------------|

| | | |
|-----------------------------|--|----------------|
| Total des transferts | | 694 500 |
|-----------------------------|--|----------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|----------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 694 501 |
|---------------------------------------|--|----------------|

Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|--------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 25c Dépenses de fonctionnement | 11 403 753 | 208 350 | 1 | 11 612 104 |
| 30 Subventions et contributions | 19 033 333 | ..... | ..... | 19 033 333 |
| Total des crédits | 30 437 086 | 208 350 | 1 | 30 645 437 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>1 244 686</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>1 244 686</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 31 681 772 | 208 350 | 1 | 31 890 123 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|----------|
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 25c | <u>1</u> |
|--|------------|----------|

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|------------|----------------|
| Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux à Patrimoine canadien, à Bibliothèque et Archives du Canada et au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour un remboursement en raison de besoins moindres en matière de locaux | Crédit 25c | 208 350 |
|---|------------|----------------|

Total des transferts

208 350

Total des dépenses budgétaires

208 351

Centre de recherches pour le développement international

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|--|-------------------------|--|--------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| <i>(dollars)</i> | | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 45c Versements au Centre de recherches pour le développement international | 226 170 475 | 241 667 | 1 | 226 412 143 |
| Total des dépenses budgétaires | 226 170 475 | 241 667 | 1 | 226 412 143 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|----------|
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 45c | 1 |
|--|------------|----------|

Total des crédits à adopter

1

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|------------|----------------|
| Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada au Centre de recherches pour le développement international pour appuyer le programme de partenariat de recherche sur la santé des enfants de l'Initiative de recherche en santé mondiale | Crédit 45c | 241 667 |
|---|------------|----------------|

Total des transferts

241 667

Total des dépenses budgétaires

241 668

Chambre des communes

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|----------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 5c Dépenses du Programme | 295 317 338 | ..... | 828 163 | 296 145 501 |
| Total des crédits | 295 317 338 | ..... | 828 163 | 296 145 501 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>148 761 515</i> | <i>.....</i> | <i>91 285</i> | <i>148 852 800</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 444 078 853 | ..... | 919 448 | 444 998 301 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|----------------|
| Services aux députés – Améliorations des rapports | Crédit 5c | 828 163 |
| Total des crédits à adopter | | 828 163 |
| <i>Total des crédits législatifs</i> | | <i>91 285</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 919 448 |

Citoyenneté et Immigration

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|-----------------------------|--|--|---------------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c | Dépenses de fonctionnement | 605 640 117 | (14 800 531) | 590 839 587 |
| 5c | Subventions et contributions | 952 945 536 | 11 011 419 | 983 147 626 |
| 7b | Fonds renouvelable de Passeports Canada – Transfert à Citoyenneté et d'Immigration | 1 | ..... | 1 |
| 8c | Fonds renouvelable de Passeports Canada – Diminution de l'autorisation de prélèvement | ..... | ..... | 1 |
| 9c | Radiation des dettes – Prêts à l'immigration | ..... | 806 220 | 806 220 |
| | Total des crédits | 1 558 585 654 | (3 789 112) | 1 574 793 435 |
| | <i>Total des postes législatifs</i> | <i>192 462 508</i> | <i>..... (18 550 892)</i> | <i>173 911 616</i> |
| | Total des dépenses budgétaires | 1 751 048 162 | (3 789 112) | 1 748 705 051 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|---------------------|
| Fonds pour l'Accord Canada-Québec sur l'immigration | Crédit 5c | 35 466 000 |
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 3 888 732 |
| Fonds pour la radiation de dettes à l'égard de prêts à l'immigration irrécouvrables | Crédit 9c | 806 220 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 1c | 1 |
| Fonds pour autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit | Crédit 8c | 1 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (3 888 732) |
| | Crédit 5c | (16 275 329) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (20 164 061) |
| Total des crédits à adopter | | 19 996 893 |
| Total des crédits législatifs | | (18 550 892) |

Explication du besoin (dollars)

| Transferts | | |
|--|-----------|--------------------|
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Citoyenneté et Immigration, à Santé et à Anciens Combattants pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | 338 417 |
| Transfert de Services partagés Canada à Citoyenneté et Immigration pour le rajustement de montants à la suite de la création de Service partagés Canada | Crédit 1c | 250 430 |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c | (15 582 618) |
| | Crédit 5c | 15 582 618 |
| Total |  | ..... |
| Réaffectations des ressources provenant de la conversion de contributions à des subventions (1 058 887 \$) pour des fonds destinés à l'Institut pour la citoyenneté canadienne afin de stimuler le dialogue à l'échelle nationale et d'accroître la sensibilisation à l'égard de la citoyenneté canadienne | Crédit 5c | ..... |
| Pour la gestion directe des services d'aide à l'établissement en Colombie-Britannique et au Manitoba | Crédit 1c | 4 571 199 |
| | Crédit 5c | (4 571 199) |
| Total |  | ..... |
| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de Citoyenneté et Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada pour rajuster les montants à la suite des changements de réseau à l'étranger | Crédit 1c | (93 300) |
| Transfert de Citoyenneté et Immigration à Affaires étrangères, Commerce et Développement pour le personnel d'Expérience internationale Canada travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | (1 034 659) |
| Transfert de Citoyenneté et Immigration à Affaires étrangères, Commerce et Développement afin de rembourser les montants transférés auparavant pour le programme Expérience internationale Canada | Crédit 1c | (3 250 000) |
| Total des transferts | | (3 789 112) |
| Total des dépenses budgétaires | | (2 343 111) |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration | 284 501 000 | 35 466 000 | 319 967 000 |
| Subvention à l'Institut pour la citoyenneté canadienne | ..... | 1 058 887 | 1 058 887 |

Commissaire à la magistrature fédérale

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|-------------------------|--|----------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 20c Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement | 8 517 853 | ..... | 700 000 | 9 217 853 |
| 25 Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement | 1 614 741 | ..... | ..... | 1 614 741 |
| Total des crédits | 10 132 594 | ..... | 700 000 | 10 832 594 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>488 320 604</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>488 320 604</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 498 453 198 | ..... | 700 000 | 499 153 198 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|----------------|
| Fonds pour des obligations juridiques en vertu de la <i>Loi sur les juges</i> | Crédit 20c | 700 000 |
| Total des crédits à adopter | | 700 000 |
| Total des dépenses budgétaires | | 700 000 |

Conseil de recherches en sciences humaines

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 90b Dépenses de fonctionnement | 23 566 659 | (64 192) | ..... | 23 502 467 |
| 95c Subventions | 667 790 687 | 346 090 | 2 719 145 | 670 855 922 |
| Total des crédits | 691 357 346 | 281 898 | 2 719 145 | 694 358 389 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>2 629 942</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>2 629 942</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 693 987 288 | 281 898 | 2 719 145 | 696 988 331 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|------------------|
| Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 95c | 2 783 337 |
|---|------------|------------------|

| | | |
|----------------------------------|------------|-----------------|
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 95c | <i>(64 192)</i> |
|----------------------------------|------------|-----------------|

| | | |
|------------------------------------|--|------------------|
| Total des crédits à adopter | | 2 719 145 |
|------------------------------------|--|------------------|

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|------------|----------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches sciences en humaines pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises | Crédit 95c | 238 206 |
|--|------------|----------------|

| | | |
|---|------------|---------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation | Crédit 95c | 43 692 |
|---|------------|---------------|

Transferts à l'interne

| | | |
|---|------------|----------|
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 90b | (64 192) |
|---|------------|----------|

| | | |
|--|------------|--------|
| | Crédit 95c | 64 192 |
|--|------------|--------|

| | | |
|-------|--|-------|
| Total | | |
|-------|--|-------|

| | | |
|-----------------------------|--|----------------|
| Total des transferts | | 281 898 |
|-----------------------------|--|----------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|------------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 3 001 043 |
|---------------------------------------|--|------------------|

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Centres d'excellence en commercialisation et en recherche | 3 317 770 | 2 783 337 | 6 101 107 |
| Subventions et bourses | 245 215 049 | 300 000 | 245 515 049 |
| Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises | 983 000 | 238 206 | 1 221 206 |

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 75b Dépenses de fonctionnement | 44 916 018 | (122 482) | ..... | 44 793 536 |
| 80c Subventions | 1 015 686 220 | (1 523 105) | 5 991 056 | 1 020 154 171 |
| Total des crédits | 1 060 602 238 | (1 645 587) | 5 991 056 | 1 064 947 707 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>5 176 123</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>5 176 123</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 1 065 778 361 | (1 645 587) | 5 991 056 | 1 070 123 830 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|------------------|
| Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontale</i>) | Crédit 80c | 6 113 538 |
|--|------------|------------------|

| | | |
|----------------------------------|------------|------------------|
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 80c | <i>(122 482)</i> |
|----------------------------------|------------|------------------|

| | | |
|------------------------------------|--|------------------|
| Total des crédits à adopter | | 5 991 056 |
|------------------------------------|--|------------------|

Transferts

Transferts à l'interne

| | | |
|---|------------|-----------|
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 75b | (122 482) |
|---|------------|-----------|

| | | |
|--|------------|---------|
| | Crédit 80c | 122 482 |
|--|------------|---------|

| | | |
|-------|--|-------|
| Total | | |
|-------|--|-------|

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|------------|-----------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie au Conseil de recherches en sciences humaines pour appuyer des partenariats entre les collèges et les universités canadiens et les entreprises locales, ce qui permettra d'accroître l'innovation | Crédit 80c | (43 692) |
|---|------------|-----------------|

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches en sciences humaines pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises | Crédit 80c | (1 601 895) |
|--|------------|--------------------|

| | | |
|-----------------------------|--|--------------------|
| Total des transferts | | (1 645 587) |
|-----------------------------|--|--------------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|------------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 4 345 469 |
|---------------------------------------|--|------------------|

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Centres d'excellence en commercialisation et en recherche | 4 708 000 | 6 113 538 | 10 821 538 |

Conseil des Arts du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|-------------------------|--|----------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| <i>(dollars)</i> | | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 10c Paiements au Conseil des Arts du Canada | 180 919 917 | 800 000 | 250 000 | 181 969 917 |
| Total des dépenses budgétaires | 180 919 917 | 800 000 | 250 000 | 181 969 917 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|----------------|
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 10c | 250 000 |
|---|------------|----------------|

Total des crédits à adopter

250 000

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|------------|----------------|
| Transfert de Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada pour l'administration du Programme national de traduction pour l'édition du livre dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 | Crédit 10c | 800 000 |
|--|------------|----------------|

Total des transferts

800 000

Total des dépenses budgétaires

1 050 000

Conseil national de recherches du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|--------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 60c Dépenses de fonctionnement | 377 684 106 | (2 501 103) | 1 | 375 183 004 |
| 65c Dépenses en capital | 31 299 180 | 1 530 000 | 1 | 32 829 181 |
| 70c Subventions et contributions | 291 481 523 | 2 434 874 | 1 | 293 916 398 |
| Total des crédits | 700 464 809 | 1 463 771 | 3 | 701 928 583 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>189 106 071</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>189 106 071</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 889 570 880 | 1 463 771 | 3 | 891 034 654 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers | Crédit 65c | 1 530 000 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 60c | 1 |
| | Crédit 65c | 1 |
| | Crédit 70c | 1 |
| Total | | 3 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 65c | <i>(1 530 000)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 3 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert d'Environnement et d'Affaires étrangères, Commerce et Développement au Conseil national de recherches du Canada pour la Stratégie emploi jeunesse | Crédit 70c | 1 438 771 |
| Transfert de la Défense nationale au Conseil national de recherches du Canada pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés | Crédit 60c | 25 000 |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Réaffectation des ressources pour le financement du Programme des observatoires astronomiques internationaux | Crédit 60c | (996 103) |
| | Crédit 70c | 996 103 |
| Total |  | ..... |

Explication du besoin (dollars)

| | | |
|---|------------|------------------|
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 60c | (1 530 000) |
| | Crédit 65c | 1 530 000 |
| Total |  | ..... |
| Total des transferts | | 1 463 771 |
| Total des dépenses budgétaires | | 1 463 774 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi jeunesse | 5 000 000 | 1 438 772 | 6 438 772 |
| Contributions au Programme des observatoires astronomiques internationaux | 10 000 000 | 996 103 | 10 996 103 |

Conseil privé

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses du Programme | 115 678 172 | ..... | 2 062 421 | 117 740 593 |
| Total des crédits | 115 678 172 | ..... | 2 062 421 | 117 740 593 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>14 489 020</i> | <i>.....</i> | <i>310 580</i> | <i>14 799 600</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 130 167 192 | ..... | 2 373 001 | 132 540 193 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Fonds destinés au secrétariat canadien du Conseil États-Unis–Canada de coopération en matière de réglementation (<i>Budget fédéral de 2013</i>) | Crédit 1c | 2 177 370 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | <i>(114 949)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 2 062 421 |
| <i>Total des crédits législatifs</i> | | <i>310 580</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 2 373 001 |

Conseiller sénatorial en éthique

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|---------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 20c Dépenses du Programme | 743 894 | ..... | 80 000 | 823 894 |
| Total des crédits | 743 894 | ..... | 80 000 | 823 894 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>110 400</i> | ..... | ..... | <i>110 400</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 854 294 | ..... | 80 000 | 934 294 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|---------------|
| Conduire une enquête sur la conformité au Code régissant les conflits d'intérêts des sénateurs | Crédit 20c | 80 000 |
| Total des crédits à adopter | | 80 000 |
| Total des dépenses budgétaires | | 80 000 |

Défense nationale

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|------------------------------|--|--------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1b | Dépenses de fonctionnement | 14 118 250 411 | (54 700 443) | 14 063 549 968 |
| 5c | Dépenses en capital | 3 563 928 101 | 46 624 274 | 3 618 939 713 |
| 10 | Subventions et contributions | 184 691 220 | ..... | 184 691 220 |
| Total des crédits | | 17 866 869 732 | (8 076 169) | 17 867 180 901 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>1 341 688 263</i> | <i>.....</i> | <i>1 341 688 263</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 19 208 557 995 | (8 076 169) | 19 208 869 164 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|---------------------|
| Fonds pour le Projet de modernisation progressive de l'Aurora et le Projet de prolongation de la durée de vie de la structure de l'Aurora | Crédit 5c | 34 698 658 |
| Fonds pour le Projet d'amélioration de la mobilité des forces | Crédit 5c | 23 186 211 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 5c | <i>(49 497 531)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 8 387 338 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1b | (49 497 531) |
| | Crédit 5c | 49 497 531 |
| Total |  | ..... |
| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de la Défense nationale au Conseil national de recherches du Canada pour l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites fédéraux contaminés | Crédit 1b | (25 000) |
| Transfert de la Défense nationale à Transports pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologies afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté | Crédit 5c | (141 900) |
| Transfert de la Défense nationale à Services partagés Canada pour entreprendre des activités de technologies de l'information liées au projet du campus Carling | Crédit 5c | (2 731 357) |

Explication du besoin (dollars)

| | | |
|---|-----------|--------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, de Patrimoine canadien, de la Défense nationale et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada | Crédit 1b | (5 177 912) |
| Total des transferts | | (8 076 169) |
| Total des dépenses budgétaires | | 311 169 |

Environnement

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|-------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1b Dépenses de fonctionnement | 738 159 563 | ..... | ..... | 738 159 563 |
| 5b Dépenses en capital | 63 788 618 | ..... | ..... | 63 788 618 |
| 10c Subventions et contributions | 119 744 661 | (146 000) | 1 | 119 598 662 |
| Total des crédits | 921 692 842 | (146 000) | 1 | 921 546 843 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>91 312 889</i> | <i>.....</i> | <i>20 000 000</i> | <i>111 312 889</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 1 013 005 731 | (146 000) | 20 000 001 | 1 032 859 732 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|----------|
| Fonds pour autoriser l'inscription et le rajustement des subventions | Crédit 10c | <u>1</u> |
|--|------------|----------|

| | | |
|------------------------------------|--|----------|
| Total des crédits à adopter | | 1 |
|------------------------------------|--|----------|

| | | |
|--------------------------------------|--|-------------------|
| <i>Total des crédits législatifs</i> | | <i>20 000 000</i> |
|--------------------------------------|--|-------------------|

Transferts

Transferts à l'interne

| | | |
|--|------------|-------|
| Réaffectation des ressources pour contributions aux subventions (636 000 \$) pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone | Crédit 10c | |
|--|------------|-------|

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|---|------------|------------------|
| Transfert d'Environnement et d'Affaires étrangères, Commerce et Développement au Conseil national de recherches du Canada pour la Stratégie emploi jeunesse | Crédit 10c | (146 000) |
|---|------------|------------------|

| | | |
|-----------------------------|--|------------------|
| Total des transferts | | (146 000) |
|-----------------------------|--|------------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|-------------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 19 854 001 |
|---------------------------------------|--|-------------------|

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|---|---|--|---|
| Subventions | | | |
| Subventions pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone | 2 000 000 | 636 001 | 2 636 001 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>20 000 000</i> | <i>20 000 000</i> |

Finances

Sommaire de l'organisation

| | | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|--|-------------------------|--|----------------------|-----------------------------------|
| | | | Transferts | Rajustements | |
| | | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | | |
| Crédits | | | | | |
| 1c | Dépenses de fonctionnement | 117 628 509 | ..... | 6 219 094 | 123 847 603 |
| 5b | Subventions et contributions | 9 235 000 | ..... | ..... | 9 235 000 |
| 7b | Pour modifier le paragraphe 14(1) de la <i>Loi sur le Bureau de transition vers un régime canadien de réglementation des valeurs mobilières</i> | 1 | ..... | ..... | 1 |
| 10 | Autorisation pour le montant de l'aide financière à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement pour les garanties de marché en matière d'agriculture, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> | 1 | ..... | ..... | 1 |
| Total des crédits | | 126 863 511 | ..... | 6 219 094 | 133 082 605 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>86 941 534 585</i> | <i>.....</i> | <i>(127 083 017)</i> | <i>86 814 451 568</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 87 068 398 096 | ..... | (120 863 923) | 86 947 534 173 |
| Dépenses non budgétaires | | | | | |
| Crédits | | | | | |
| L15 | Autorisation pour le montant de billets à vue à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> | 1 | ..... | ..... | 1 |
| Total des crédits | | 1 | ..... | ..... | 1 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>1</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>1</i> |
| Total des dépenses non budgétaires | | 2 | ..... | ..... | 2 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

| | | |
|--|-----------|----------------------|
| Fonds pour des initiatives du gouvernement [mise en œuvre du Plan d'action pour le capital de risque (1 484 888 \$); code au contenu exhaustif pour les consommateurs de produits et services financiers (1 054 886 \$); financement de procédures judiciaires (950 000 \$); groupe de travail sur le cadre du G-20 (600 752 \$); examen de la gestion des actifs du gouvernement (375 940 \$); maintien de la vigueur du système financier canadien (375 940 \$); et cadre de gestion des risques pour les banques nationales d'importance systémique (175 000 \$)] | Crédit 1c | 5 017 406 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 1 500 000 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (298 312) |
| Total des crédits à adopter | | 6 219 094 |
| <i>Total des crédits législatifs</i> | | (127 083 017) |
| Total des dépenses budgétaires | | (120 863 923) |

Gendarmerie royale du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|--------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 45c Dépenses de fonctionnement | 2 043 495 972 | (23 105 042) | 1 | 2 020 390 931 |
| 50b Dépenses en capital | 336 172 060 | (671 808) | ..... | 335 500 252 |
| 55b Subventions et contributions | 153 072 385 | ..... | ..... | 153 072 385 |
| Total des crédits | 2 532 740 417 | (23 776 850) | 1 | 2 508 963 568 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>478 441 398</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>478 441 398</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 3 011 181 815 | (23 776 850) | 1 | 2 987 404 966 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|----------|
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 45c | <u>1</u> |
| Total des crédits à adopter | | 1 |

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|------------|-------------------|
| Transfert de Sécurité publique et Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire offert aux Premières Nations | Crédit 45c | 16 742 915 |
|--|------------|-------------------|

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|--|------------|-----------|
| Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour l'appui du projet d'interopérabilité radio binational (Par-delà la frontière) | Crédit 45c | (136 502) |
| | Crédit 50b | (671 808) |

(808 310)

| | | |
|---|------------|---------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, de Patrimoine canadien, de la Défense nationale et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada | Crédit 45c | (39 711 455) |
|---|------------|---------------------|

(23 776 850)

Total des dépenses budgétaires **(23 776 849)**

Instituts de recherche en santé du Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|----------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 15b Dépenses de fonctionnement | 50 629 591 | (135 753) | ..... | 50 493 838 |
| 20c Subventions | 941 781 724 | 1 782 775 | 837 407 | 944 401 906 |
| Total des crédits | 992 411 315 | 1 647 022 | 837 407 | 994 895 744 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>6 013 363</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>6 013 363</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 998 424 678 | 1 647 022 | 837 407 | 1 000 909 107 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|----------------|
| Fonds pour appuyer le Programme des centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 20c | 973 160 |
|---|------------|----------------|

| | | |
|----------------------------------|------------|------------------|
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 20c | <i>(135 753)</i> |
|----------------------------------|------------|------------------|

| | | |
|------------------------------------|--|----------------|
| Total des crédits à adopter | | 837 407 |
|------------------------------------|--|----------------|

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|--|------------|------------------|
| Transfert du Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie aux Instituts de recherche en santé du Canada et au Conseil de recherches sciences en humaines pour appuyer le Programme des réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises | Crédit 20c | 1 363 689 |
|--|------------|------------------|

| | | |
|---|------------|----------------|
| Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour soutenir des projets de recherche sur le VIH/sida | Crédit 20c | 500 000 |
|---|------------|----------------|

| | | |
|---|------------|---------------|
| Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada aux Instituts de recherche en santé du Canada pour soutenir la création d'un Réseau canadien de recherche sur l'immunisation | Crédit 20c | 25 000 |
|---|------------|---------------|

Transferts à l'interne

| | | |
|---|------------|------------------|
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 15b | <i>(135 753)</i> |
|---|------------|------------------|

| | | |
|--|------------|---------|
| | Crédit 20c | 135 753 |
|--|------------|---------|

| | | |
|--------------|--|--------------|
| Total | | |
|--------------|--|--------------|

Explication du besoin (dollars)

| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
|---|------------|------------------|
| Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada au Centre de recherches pour le développement international pour appuyer le programme de partenariat de recherche sur la santé des enfants de l'Initiative de recherche en santé mondiale | Crédit 20c | (241 667) |
| Total des transferts | | 1 647 022 |
| Total des dépenses budgétaires | | 2 484 429 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises | 2 976 443 | 1 363 689 | 4 340 132 |
| Centres d'excellence en commercialisation et en recherche | 11 081 000 | 973 160 | 12 054 160 |
| Subventions aux projets de recherche et au soutien du personnel | 853 829 065 | 283 333 | 854 112 398 |

Justice

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 327 044 310 | (1 265 452) | ..... | 325 778 858 |
| 5c Subventions et contributions | 351 435 223 | 1 265 452 | 3 734 548 | 356 435 223 |
| Total des crédits | 678 479 533 | ..... | 3 734 548 | 682 214 081 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>80 002 949</i> | <i>.....</i> | <i>26 616</i> | <i>80 029 565</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 758 482 482 | ..... | 3 761 164 | 762 243 646 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|-----------|--------------------|
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 156 084 |
| | Crédit 5c | 3 600 000 |
| Total | | 3 756 084 |
| Financement pour bonifier le Fonds d'aide aux victimes afin d'élargir la portée de la Stratégie fédérale d'aide aux victimes, particulièrement pour les Centres d'appui aux enfants et le financement de soutien à durée limitée accordé aux organisations non gouvernementales qui offrent des services d'aide aux victimes | Crédit 5c | 1 400 000 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (156 084) |
| | Crédit 5c | (1 265 452) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (1 421 536) |
| Total des crédits à adopter | | 3 734 548 |
| Total des crédits législatifs | | 26 616 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c | (1 265 452) |
| | Crédit 5c | 1 265 452 |
| Total |  | ..... |
| Total des transferts |  | ..... |
| Total des dépenses budgétaires | | 3 761 164 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subventions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles | 50 000 | 550 000 | 600 000 |
| Subventions provenant du fonds d'aide aux victimes | 2 850 000 | 400 000 | 3 250 000 |
| Contributions | | | |
| Contributions versées en vertu du Fonds d'appui à l'accès à la justice dans les deux langues officielles | 2 842 845 | 3 050 000 | 5 892 845 |
| Contributions provenant du fonds d'aide aux victimes | 7 253 223 | 1 000 000 | 8 253 223 |

Musée canadien de l'histoire

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 35c Paiements au Musée canadien de l'histoire à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | 60 880 484 | ..... | 1 500 000 | 62 380 484 |
| Total des dépenses budgétaires | 60 880 484 | ..... | 1 500 000 | 62 380 484 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|------------------|
| Fonds pour la création du Musée canadien de l'histoire | Crédit 35c | 1 500 000 |
| Total des crédits à adopter | | 1 500 000 |
| Total des dépenses budgétaires | | 1 500 000 |

Patrimoine canadien

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 176 921 106 | 1 502 174 | 1 | 178 423 281 |
| 5c Subventions et contributions | 1 131 940 864 | (633 015) | 2 437 410 | 1 133 745 259 |
| Total des crédits | 1 308 861 970 | 869 159 | 2 437 411 | 1 312 168 540 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>22 805 046</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>22 805 046</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 1 331 667 016 | 869 159 | 2 437 411 | 1 334 973 586 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|------------------|
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 5c | 1 950 000 |
| Fonds pour le versement d'une subvention à la Fondation Michaëlle Jean visant la promotion des arts, de la créativité et de la participation communautaire dans le cadre du legs de la gouverneure générale | Crédit 5c | 654 395 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 1c | 1 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 5c | <i>(166 985)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 2 437 411 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux à Patrimoine canadien, à Bibliothèque et Archives du Canada et au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour un remboursement en raison de besoins moindres en matière de locaux | Crédit 1c | 1 800 990 |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c | <i>(166 985)</i> |
| | Crédit 5c | <i>166 985</i> |
| Total | | <i>.....</i> |

Explication du besoin (dollars)

| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
|---|-----------|------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, de Patrimoine canadien, de la Défense nationale et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada | Crédit 1c | (131 831) |
| Transfert de Patrimoine canadien au Conseil des Arts du Canada pour l'administration du Programme national de traduction pour l'édition du livre dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 | Crédit 5c | (800 000) |
| Total des transferts | | 869 159 |
| Total des dépenses budgétaires | | 3 306 570 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Subventions | | | |
| Subvention à la Fondation Michaëlle Jean | ..... | 654 395 | 654 395 |
| Contributions | | | |
| Contributions au Fonds de la musique du Canada | 20 789 231 | 1 150 000 | 21 939 231 |

Pêches et Océans

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 1 241 177 269 | 29 865 290 | 1 | 1 271 042 560 |
| 5c Dépenses en capital | 439 086 172 | (29 865 290) | ..... | 409 220 882 |
| 10c Subventions et contributions | 88 314 171 | (80 000) | ..... | 88 234 171 |
| Total des crédits | 1 768 577 612 | (80 000) | 1 | 1 768 497 613 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>131 873 311</i> | <i>.....</i> | <i>1 254 515</i> | <i>133 127 826</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 1 900 450 923 | (80 000) | 1 254 516 | 1 901 625 439 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------|---------------------|
| Pour faire face à l'augmentation du prix du carburant touchant la flotte de la Garde côtière canadienne | Crédit 1c | 16 000 000 |
| Fonds pour le renouvellement et la mise en œuvre du Programme d'aquaculture durable (<i>Budget fédéral de 2013</i>) | Crédit 1c | 9 558 802 |
| Financement pour l'amélioration du régime de prévention, de préparation et d'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures provenant de navires (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 4 216 668 |
| | Crédit 5c | 2 154 640 |
| | Crédit 10c | 200 000 |
| Total | | 6 571 308 |
| Réinvestissement des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires pour les coûts de dépollution à la suite de déversement de pétrole | Crédit 1c | 54 820 |
| Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers | Crédit 1c | 35 000 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 1c | 1 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (29 865 290) |
| | Crédit 5c | (2 154 640) |
| | Crédit 10c | (200 000) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (32 219 930) |
| Total des crédits à adopter | | 1 |
| Total des crédits législatifs | | 1 254 515 |

Explication du besoin (dollars)

| Transferts | | | |
|---|------------|--------------|------------------|
| <i>Transferts à l'interne</i> | | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c | 29 865 290 | |
| | Crédit 5c | (29 865 290) | |
| Total |  |  | ..... |
| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | | |
| Transfert de Pêches et Océans à Affaires indiennes et du Nord canadien pour la cogestion de la Zone de protection marine de Tarium Niryutait dans la région désignée des Inuvialuit | Crédit 10c | | (80 000) |
| Total des transferts | | | (80 000) |
| Total des dépenses budgétaires | | | 1 174 516 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars) | Budgets des dépenses révisés |
|---|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions à l'appui du Programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques | 183 000 | 200 000 | 383 000 |

Santé**Sommaire de l'organisation**

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|---------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 1 982 375 786 | (28 447 346) | 1 | 1 953 928 441 |
| 5b Dépenses en capital | 29 176 593 | (1 600 000) | ..... | 27 576 593 |
| 10c Subventions et contributions | 1 629 190 706 | 31 392 827 | 1 | 1 660 583 534 |
| Total des crédits | 3 640 743 085 | 1 345 481 | 2 | 3 642 088 568 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>186 856 118</i> | <i>.....</i> | <i>74 338</i> | <i>186 930 456</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 3 827 599 203 | 1 345 481 | 74 340 | 3 829 019 024 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)**Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

| | | |
|---|------------|--------------------|
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 591 394 |
| | Crédit 10c | 4 000 000 |
| Total | | 4 591 394 |
| Fonds pour soutenir les programmes et services de santé offerts aux Premières Nations et aux Inuits (<i>Budget fédéral de 2013</i>) | Crédit 1c | 767 337 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 1c | 1 |
| | Crédit 10c | 1 |
| Total | | 2 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (1 358 731) |
| | Crédit 10c | (4 000 000) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (5 358 731) |
| Total des crédits à adopter | | 2 |
| Total des crédits législatifs | | 74 338 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada à Santé pour les accords de contribution du portefeuille de Santé aux fins de l'approche axée sur le mieux-être dans le Nord | Crédit 10c | 1 193 831 |

Explication du besoin (dollars)

| | | |
|--|------------|------------------|
| Transfert d'Affaires étrangères, Commerce et Développement à Citoyenneté et Immigration, à Santé et à Anciens Combattants pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans les missions à l'étranger | Crédit 1c | 151 650 |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour continuer à soutenir la mise en œuvre de la Convention de règlement relative aux pensionnats indiens | Crédit 1c | (1 000 000) |
| | Crédit 10c | 1 000 000 |
| Total |  | ..... |
| Pour fournir les programmes de prestations de santé pour les personnes qui sont admissibles en vertu de la décision McIvor | Crédit 1c | (1 936 000) |
| | Crédit 10c | 1 936 000 |
| Total |  | ..... |
| Pour soutenir davantage la prestation de divers services de soins de santé et l'exécution de programmes par les Premières Nations et les Inuits | Crédit 1c | (25 662 996) |
| | Crédit 5b | (1 000 000) |
| | Crédit 10c | 26 662 996 |
| Total |  | ..... |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 5b | (600 000) |
| | Crédit 10c | 600 000 |
| Total |  | ..... |
| Total des transferts | | 1 345 481 |
| Total des dépenses budgétaires | | 1 419 821 |

Liste des paiements de transfert

| | Budgets des dépenses à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses <i>(dollars)</i> | Budgets des dépenses révisés |
|--|---------------------------------------|---|-------------------------------------|
| Contributions | | | |
| Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits | 381 896 746 | 18 100 001 | 399 996 747 |
| Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits | 727 374 493 | 7 193 831 | 734 568 324 |
| Contributions aux fins des prestations supplémentaires en santé pour les Premières Nations et les Inuits | 198 340 891 | 5 498 996 | 203 839 887 |
| Programme de contribution pour les langues officielles en santé | 23 000 000 | 4 000 000 | 27 000 000 |

Secrétariat du Conseil du Trésor

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|--|--|-------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| <i>(dollars)</i> | | | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c | Dépenses du Programme | 228 709 442 | 1 424 230 | 230 133 672 |
| 5 | Éventualités du gouvernement | 749 999 998 | ..... | 749 999 998 |
| 10 | Initiatives pangouvernementales | 2 093 000 | ..... | 2 093 000 |
| 15c | Rajustements à la rémunération | ..... | 73 303 264 | 73 303 264 |
| 20b | Assurances de la fonction publique | 2 268 179 661 | ..... | 2 268 179 661 |
| 25b | Report du budget de fonctionnement | 173 453 875 | ..... | 173 453 875 |
| 30b | Besoins en matière de rémunération | 989 915 367 | ..... | 989 915 367 |
| 33 | Report du budget des dépenses en capital | ..... | ..... | ..... |
| Total des crédits | | 4 412 351 343 | 74 727 494 | 4 487 078 837 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | | <i>471 408 239</i> | <i>151 999</i> | <i>471 560 238</i> |
| Total des dépenses budgétaires | | 4 883 759 582 | 74 879 493 | 4 958 639 075 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|-------------------|
| Rajustements à la rémunération – Virement aux ministères et aux organismes pour des rajustements salariaux | Crédit 15c | 73 303 264 |
| Fonds pour moderniser la gestion des congés de maladie et de l'incapacité au sein de la fonction publique fédérale (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 1 903 836 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | <i>(479 606)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 74 727 494 |
| Total des crédits législatifs | | 151 999 |
| Total des dépenses budgétaires | | 74 879 493 |

Sécurité publique et Protection civile

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|-------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 132 334 292 | ..... | 5 033 071 | 137 367 363 |
| 5c Subventions et contributions | 1 219 530 720 | (16 742 915) | 15 900 000 | 1 218 687 805 |
| Total des crédits | 1 351 865 012 | (16 742 915) | 20 933 071 | 1 356 055 168 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>15 994 818</i> | <i>.....</i> | <i>55 021</i> | <i>16 049 839</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 1 367 859 830 | (16 742 915) | 20 988 092 | 1 372 105 007 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|-----------|-------------------|
| Approbation d'un nouveau financement pour le Programme des services de police des Premières Nations (<i>Budget fédéral de 2013</i>) | Crédit 5c | 15 900 000 |
|---|-----------|-------------------|

| | | |
|--|-----------|------------------|
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>) | Crédit 1c | 4 500 000 |
|--|-----------|------------------|

| | | |
|---|-----------|----------------|
| Fonds à l'appui d'un examen approfondi des investissements étrangers du point de vue de la sécurité nationale en vertu de la <i>Loi sur l'investissement Canada</i> | Crédit 1c | 533 071 |
|---|-----------|----------------|

| | | |
|------------------------------------|--|-------------------|
| Total des crédits à adopter | | 20 933 071 |
|------------------------------------|--|-------------------|

| | | |
|--------------------------------------|--|---------------|
| Total des crédits législatifs | | 55 021 |
|--------------------------------------|--|---------------|

Transferts

Transferts à d'autres organisations

| | | |
|--|-----------|---------------------|
| Transfert de Sécurité publique et Protection civile à la Gendarmerie royale du Canada pour le Service de police communautaire offert aux Premières Nations | Crédit 5c | (16 742 915) |
|--|-----------|---------------------|

| | | |
|-----------------------------|--|---------------------|
| Total des transferts | | (16 742 915) |
|-----------------------------|--|---------------------|

| | | |
|---------------------------------------|--|------------------|
| Total des dépenses budgétaires | | 4 245 177 |
|---------------------------------------|--|------------------|

Services partagés Canada

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|--------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 15c Dépenses de fonctionnement | 1 212 382 664 | 51 511 619 | 102 331 630 | 1 366 225 913 |
| 20c Dépenses en capital | 184 951 294 | 36 775 759 | 1 | 221 727 054 |
| Total des crédits | 1 397 333 958 | 88 287 378 | 102 331 631 | 1 587 952 967 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>100 053 423</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>100 053 423</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 1 497 387 381 | 88 287 378 | 102 331 631 | 1 688 006 390 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|--------------------|
| Fonds pour l'acquisition de logiciels pour les appareils technologiques en milieu de travail | Crédit 15c | 102 331 630 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 20c | 1 |
| Total des crédits à adopter | | 102 331 631 |

Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

| | | |
|---|------------|-------------------|
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada, de l'Agence du revenu du Canada, de Patrimoine canadien, de la Défense nationale et de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada pour le rajustement de montants à la suite de la création de Services partagés Canada | Crédit 15c | 51 625 547 |
| Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada à Services partagés Canada en vue d'appuyer l'initiative de la plateforme d'infrastructure et pour la capacité de l'ordinateur central en vue d'appuyer les initiatives frontalières | Crédit 20c | 30 895 000 |
| Transfert de la Défense nationale à Services partagés Canada pour entreprendre des activités de technologies de l'information liées au projet du campus Carling | Crédit 20c | 2 731 357 |
| Transfert de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à Services partagés Canada en vue d'appuyer la mise en œuvre du Plan d'action pour assurer la sécurité des produits alimentaires | Crédit 20c | 2 477 594 |
| Transfert de la Gendarmerie royale du Canada à Services partagés Canada à l'appui du projet d'interopérabilité radio binational (Par-delà la frontière) | Crédit 15c | 136 502 |
| | Crédit 20c | 671 808 |
| Total | | 808 310 |

Explication du besoin (dollars)

| | | |
|---|------------|--------------------|
| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de Services partagés Canada à Citoyenneté et Immigration pour le rajustement de montants à la suite de la création de Service partagés Canada | Crédit 15c | (250 430) |
| Total des transferts | | 88 287 378 |
| Total des dépenses budgétaires | | 190 619 009 |

Transports

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|--------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1b Dépenses de fonctionnement | 576 340 410 | ..... | ..... | 576 340 410 |
| 5c Dépenses en capital | 232 460 747 | 141 900 | 1 | 232 602 648 |
| 10c Subventions et contributions | 555 590 850 | ..... | ..... | 555 590 850 |
| Total des crédits | 1 364 392 007 | 141 900 | 1 | 1 364 533 908 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>233 878 675</i> | <i>.....</i> | <i>.....</i> | <i>233 878 675</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 1 598 270 682 | 141 900 | 1 | 1 598 412 583 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|--|------------|---------------------|
| Fonds pour la prolongation du programme de services ferroviaires voyageurs dans les collectivités éloignées (<i>Budget fédérale de 2013</i>) | Crédit 10c | 13 400 000 |
| Fonds pour autoriser les virements entre crédits | Crédit 5c | 1 |
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 10c | <i>(13 400 000)</i> |
| Total des crédits à adopter | | 1 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts provenant d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de la Défense nationale à Transports pour appuyer le Programme canadien pour la sûreté et la sécurité, qui offre des solutions, du soutien et des conseils en matière de science et technologies afin de répondre aux impératifs stratégiques du gouvernement du Canada touchant la sécurité publique et la sûreté | Crédit 5c | 141 900 |
| Total des transferts | | 141 900 |
| Total des dépenses budgétaires | | 141 901 |

Travaux publics et Services gouvernementaux

Sommaire de l'organisation

| | Autorisations à ce jour | Présent budget supplémentaire des dépenses | | Autorisations proposées à ce jour |
|---------------------------------------|-------------------------|--|-------------------|-----------------------------------|
| | | Transferts | Rajustements | |
| | | <i>(dollars)</i> | | |
| Dépenses budgétaires | | | | |
| Crédits | | | | |
| 1c Dépenses de fonctionnement | 2 036 735 971 | 13 929 445 | 68 822 039 | 2 119 487 455 |
| 5c Dépenses en capital | 707 777 852 | (16 633 285) | ..... | 691 144 567 |
| Total des crédits | 2 744 513 823 | (2 703 840) | 68 822 039 | 2 810 632 022 |
| <i>Total des postes législatifs</i> | <i>142 532 563</i> | <i>.....</i> | <i>213 123</i> | <i>142 745 686</i> |
| Total des dépenses budgétaires | 2 887 046 386 | (2 703 840) | 69 035 162 | 2 953 377 708 |

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor – www.tbs-sct.gc.ca.

Explication du besoin (dollars)

Dépenses budgétaires

Crédits à adopter

| | | |
|---|------------------------|------------------------|
| Fonds pour l'augmentation des dépenses obligatoires (principalement des travaux d'aménagement) relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués | Crédit 1c | 63 809 262 |
| Fonds pour des travaux de conception et de construction liés aux améliorations nécessaires de l'immeuble de base, des locaux à usage particulier, des technologies de l'information et de la sécurité pour le projet du Campus Carling | Crédit 1c Crédit 5c | 6 766 607 6 340 244 |
| Total | | 13 106 851 |
| Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux des ministères et organismes gouvernementaux | Crédit 1c | 8 082 895 |
| Fonds pour mettre en œuvre le volet normalisé du Programme d'innovation Construire au Canada | Crédit 1c | 6 284 299 |
| Fonds pour promouvoir les langues officielles et favoriser l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire dans le cadre de la Feuille de route pour les langues officielles du Canada 2013-2018 (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 3 100 000 |
| Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c | 2 500 000 |
| Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert des biens immobiliers | Crédit 5c | 1 140 635 |
| Fonds pour moderniser la gestion des congés de maladie et de l'incapacité au sein de la fonction publique fédérale (<i>Budget fédéral de 2013</i>) (<i>poste horizontal</i>) | Crédit 1c Crédit 5c | 105 942 358 246 |
| Total | | 464 188 |

Explication du besoin (dollars)

| | | |
|---|-----------|---------------------|
| <i>Autorisations disponibles</i> | Crédit 1c | (21 826 966) |
| | Crédit 5c | (7 839 125) |
| <i>Total des autorisations disponibles</i> | | (29 666 091) |
| Total des crédits à adopter | | 68 822 039 |
| Total des crédits législatifs | | 213 123 |
| Transferts | | |
| <i>Transferts à l'interne</i> | | |
| Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis | Crédit 1c | 16 633 285 |
| | Crédit 5c | (16 633 285) |
| Total |  | ..... |
| <i>Transferts à d'autres organisations</i> | | |
| Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux à Patrimoine canadien, à Bibliothèque et Archives du Canada et au Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme pour un remboursement en raison de besoins moindres en matière de locaux | Crédit 1c | (2 703 840) |
| Total des transferts | | (2 703 840) |
| Total des dépenses budgétaires | | 66 331 322 |

Budget supplémentaire des dépenses (C) 2013-2014

Annexe

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au
projet de loi de crédits

Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2014)

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| 1c | <p style="text-align: center;">AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT</p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE</p> <p>Affaires étrangères, Commerce et Développement – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des haut-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, du personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et résidents canadiens domiciliés hors du Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an, et autorisation :</p> <p>a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;</p> <p>b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des</p> | 13 378 030 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| 5c | <p style="text-align: center;">AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT <i>(suite)</i></p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE <i>(suite)</i></p> <p>pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i>, pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :</p> <p>(i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,</p> <p>(ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,</p> <p>(iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</p> <p>Affaires étrangères, Commerce et Développement – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses</p> | 1 | |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| 10c | <p style="text-align: center;">AFFAIRES ÉTRANGÈRES, COMMERCE ET DÉVELOPPEMENT (<i>suite</i>)</p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE (<i>suite</i>)</p> <p>Affaires étrangères, Commerce et Développement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du Partenariat mondial du G8), du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, du Programme visant à renforcer les capacités de lutte contre la criminalité, du Programme de lutte contre la drogue en Afghanistan, du Programme de paix et de sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix et du Programme Glyn Berry, sous forme de paiements monétaires ou sous forme de produits ou de services; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en septembre 2011, et aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</p> | 918 492 | |
| 16c | <p>Conformément à l'article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, annuler certaines dettes envers Sa Majesté du chef du Canada pour un montant de 8 306 202 \$ relativement à des prêts consentis au gouvernement de la République de l'Union du Myanmar (Birmanie)</p> | 8 306 202 | 22 602 725 |
| 45c | <p style="text-align: center;">CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL</p> <p>Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses</p> | | 1 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN MINISTÈRE | | |
| 10c | Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | | 1 |
| | AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD | | |
| 3c | Agence canadienne de développement économique du Nord – Dépenses de fonctionnement | | 1 451 768 |
| | AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE MINISTÈRE | | |
| 5c | Agence de promotion économique du Canada atlantique – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 5 294 159 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| 1c | <p style="text-align: center;">ANCIENS COMBATTANTS MINISTÈRE</p> <p>Anciens Combattants – Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer les travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. (1970), ch. V-4), afin de corriger des déficiences dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</p> | 70 690 | |
| 5c | Anciens Combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | 70 691 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION MINISTÈRE | | |
| 1c | Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice pour la prestation de services liés à Expérience internationale Canada, et le versement à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | |
| 5c | Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | 19 190 671 | |
| 8c | Fonds renouvelable de Passeports Canada – En vertu de l'article 12 de la <i>Loi sur les fonds renouvelables</i> , (L.R.C. (1985), ch. R-8), le paragraphe 4(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 4(3) La somme des dépenses visées au paragraphe (1) ne peut, à aucun moment, dépasser de plus de 1,00 \$ la somme des recettes perçues au même titre. Cette modification est réputée avoir été édictée le 2 juillet 2013 | 1 | |
| 9c | Citoyenneté et Immigration – En vertu du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier des Comptes du Canada 1 925 dettes dues à Sa Majesté en chef du Canada totalisant 806 220 \$ | 806 220 | |
| | | | 19 996 893 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| 1c | <p style="text-align: center;">CONSEIL DU TRÉSOR MINISTÈRE</p> <p>Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice et pour d'autres activités du Secrétariat du Conseil du Trésor</p> | 1 424 230 | |
| 15c | <p>Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i></p> | 73 303 264 | 74 727 494 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| 1c | <p style="text-align: center;">CONSEIL PRIVÉ MINISTÈRE</p> <p>Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d’enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d’un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l’exercice</p> | | 2 062 421 |
| 5c | <p style="text-align: center;">DÉFENSE NATIONALE MINISTÈRE</p> <p>Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</p> | | 8 387 338 |
| 25c | <p style="text-align: center;">EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL BUREAU DE LA COORDONNATRICE DE LA SITUATION DE LA FEMME</p> <p>Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses</p> | | 1 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | ENVIRONNEMENT MINISTÈRE | | |
| 10c | Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, et contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | | 1 |
| | FINANCES MINISTÈRE | | |
| 1c | Finances – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice | | 6 219 094 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | INDUSTRIE | | |
| | CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA | | |
| 60c | Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | |
| 65c | Conseil national de recherches du Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | |
| 70c | Conseil national de recherches du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | |
| | | | 3 |
| | CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE | | |
| 80c | Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 5 991 056 |
| | CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES | | |
| 95c | Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 2 719 145 |
| | JUSTICE | | |
| | MINISTÈRE | | |
| 5c | Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 3 734 548 |
| | COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE | | |
| 20c | Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest, et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire | | 700 000 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | PARLEMENT CHAMBRE DES COMMUNES | | |
| 5c | Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes | | 828 163 |
| | CONSEILLER SÉNATORIAL EN ÉTHIQUE | | |
| 20c | Conseiller sénatorial en éthique – Dépenses du Programme | | 80 000 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| | PATRIMOINE CANADIEN MINISTÈRE | | |
| 1c | Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes générées au cours de l’exercice par l’Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d’information sur le patrimoine, le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le programme Expérience de la capitale, ainsi que par la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | |
| 5c | Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | 2 437 410 | |
| | | | 2 437 411 |
| | CONSEIL DES ARTS DU CANADA | | |
| 10c | Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l’article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l’article 8 de cette loi – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 250 000 |
| | MUSÉE CANADIEN DE L’HISTOIRE | | |
| 35c | Paiements au Musée canadien de l’histoire à l’égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital | | 1 500 000 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| | PATRIMOINE CANADIEN BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA | | |
| 55c | Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l’exercice et attribuables à l’accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | | 1 |
| 1c | PÊCHES ET OCÉANS Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et : <i>a)</i> participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés; <i>b)</i> autorisation de consentir des avances recouvrables à l’égard des services de transport et d’arrimage et d’autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d’organismes indépendants et d’autres gouvernements au cours de l’exercice d’une juridiction ou par suite de l’exercice d’une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime; <i>c)</i> aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes produites dans l’exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne et pour la prestation de services de soutien internes à d’autres organisations; <i>d)</i> le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | | 1 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | SANTÉ MINISTÈRE | | |
| 1c | Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d’affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l’exercice par la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux, ainsi que par la prestation de services de soutien interne à d’autres organisations, et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d’État, mais qui ne dirige pas un ministère d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé aux ministres d’État qui dirigent un ministère d’État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | |
| 10c | Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, sous forme de paiements monétaires et de fourniture de biens ou de services – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | 1 | |
| | | | 2 |
| | INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA | | |
| 20c | Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de | | 837 407 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|------------|
| | SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE MINISTÈRE | | |
| 1c | Sécurité publique et Protection civile – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice, ainsi que le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an | 5 033 071 | |
| 5c | Sécurité publique et Protection civile – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions | 15 900 000 | |
| | | | 20 933 071 |
| | GENDARMERIE ROYALE DU CANADA | | |
| 45c | Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues, y compris les recettes pour la prestation de services de soutien internes à d'autres organisations – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | | 1 |
| | TRANSPORTS MINISTÈRE | | |
| 5c | Transports – Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses | | 1 |

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|---|--------------|-------------|
| 1c | <p style="text-align: center;">TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX MINISTÈRE</p> <p>Travaux publics et Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada, de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i>; autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, des services de soutien internes à d'autres organisations; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</p> | | 68 822 039 |
| 15c | <p style="text-align: center;">SERVICES PARTAGÉS CANADA</p> <p>Services partagés Canada – Dépenses de fonctionnement et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation d'affecter au cours de l'exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation de services de technologie de l'information – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses et pour prévoir un montant supplémentaire de</p> | 102 331 630 | |
| 20c | <p>Services partagés Canada – Dépenses en capital – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses</p> | 1 | 102 331 631 |
| | | | 351 977 067 |

Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits
 (pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 2015)

| N° du crédit | Postes | Montant (\$) | Total (\$) |
|--------------|--|--------------|------------|
| | <p style="text-align: center;">AGENCE DU REVENU DU CANADA</p> <p style="text-align: center;">ENVIRONNEMENT</p> <p style="text-align: center;">AGENCE PARCS CANADA</p> | | |
| 20c | <p>Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières</p> | | 6 319 122 |
| | <p style="text-align: center;">SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE</p> <p style="text-align: center;">AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA</p> | | |
| 10c | <p>Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser durant l'exercice en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence – Pour autoriser les transferts de crédits inscrits au présent budget des dépenses</p> | | 1 |
| | | | 6 319 123 |